MÉMOIRE

POUR

RÉGIS RISPAL, propriétaire, habitant du lieu de Dunières, canton de Montfaucon;

Et JACQUES GALLAND, propriétaire, habitant du lieu de Maltaverne, mêmes commune et canton,

Tous les deux condamnés, le 9 mars 1819, par arrêt de la Cour d'assises séant au Puy, département de la Haute-Loire, aux travaux forcés à perpétuité, à la flétrissure, et exécutés, le 16 juin suivant, comme coupables d'homicide volontaire, et sans préméditation, sur la personne de Jean COURBON ;

Et admis, par arrêt de la Cour de cassation, après condamnation définitive d'un faux témoin, et annulation de l'arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Loire, à être jugés de nouveau, sur même acte d'accusation, par la Cour d'assises du département de la Loire, séant à Montbrison.

Sepè oculi et aures vulgi sunt testes mali.

PUBLII SYRE] sententia.

ENCORE une méprise de la justice! encore un exemple effrayant de l'effet de la prévention! encore une occasion de déplorer l'erreur des jugemens humains, et de gémir sur la triste condition des magistrats et des jurés!

Deux citoyens, deux pères de famille ont été arrachés pour toujours à la société et à leurs affections :

246

(2)

un arrêt les a condamnés aux travaux forcés à perpétuité et à la flétrissure; cet arrêt a été exécuté; et ces deux malheureux, livrés aux bourreaux, ne sont descendus de l'échafaud que pour être précipités dans un bagne, et livrés aux horreurs et aux tourmens de cet enfer anticipé.

Il est vrai que le crime dont ils étaient et sont encore accusés est horrible. Ils n'étaient mus par aucune espèce de passion; ils n'avaient aucune haine à assouvir, aucune vengeance à exercer, aucun intérêt à conserver; cependant ils auraient entraîné dans leur propre maison un homme estimé de toute la contrée, le soutien et le bienfaiteur des malheureux et des indigens, l'ami de tous ses concitoyens; là, ils auraient froidement calculé les moyens de lui donner la mort; et, après avoir essayé différens genres de supplice, ils auraient étouffé le malheureux Courbon, lui auraient rompu la colonne vertébrale, et auraient ensuite transporté leur victime dans une fosse, et placé son cadavre dans la position qui pouvait le mieux cacher leur forfait. Ah! si un crime aussi cruel et aussi inutile a été commis; si les accusés en sont les auteurs, pourquoi d'aussi vils assassins existent-ils encore? Combien est blâmable l'indulgence du jury dont la déclaration leur a conservé la vie!

Mais, dès l'origine des poursuites, les accusés ont protesté de leur innocence.

« Il n'y a point de crime! se sont-ils écrié; pourquoi
« chercher des criminels?

« Courbon n'a point été assassiné; il est mort d'a-
« poplexie : le procès-verbal du juge de paix l'atteste,
« le rapport du médecin le prouve; sa constitution
« physique, les excès auxquels il se livrait habituel-
« lement, l'inspection de son cadavre, le lieu où il a
« été trouvé, la position dans laquelle il était, toutes

9871

« les circonstances de la cause se réunissent pour
« confirmer cette vérité.

« S'il n'y a point de crime; s'il n'y a point d'excès
« à venger, quels criminels espérez-vous donc décou-
« vrir? N'est-ce point assez que nous ayons eu à sup-
« porter une instruction téméraire et inutile; que
« nous ayons été poursuivis lorsque la vérité fonda-
« mentale, le point essentiel, le fait le plus préalable
« de tous les faits, le seul qui puisse servir de base à
« une accusation, était prouvé en notre faveur; lors-
« qu'enfin la non existence du délit était établie?
« Faudra-t-il encore que vous couriez après l'ombre,
« dans le tems que vous pouvez saisir et arrêter le
« corps; que vous négligiez la vérité pour chercher la
« figure; qu'enfin vous préféreriez un fantôme qui
« échappe, à une réalité qui s'offre et qui se présente
» d'elle-même aux yeux de la justice?

« Vous nous opposez des dépositions de témoins,
« des indices, des présomptions; nous les détruisons
« d'un seul mot: il n'y a pas eu de crime commis,
« donc il ne peut y avoir de coupables.

« Mais faut-il confondre la malice de ces témoins?
« faut-il vous prouver que nous sommes victimes
« d'une horrible calomnie? A notre tour nous les
« accusons, ces témoins..... Le tems, les lieux et
« les hommes se réuniront pour les convaincre de
« mensonge..... Suspendez votre jugement.....
« Sachez douter encore, et vous n'aurez bientôt que
« des calomniateurs à punir. »

Vaines prières, efforts inutiles..... Les malheureux
descendent vivans dans la tombe!.....

Mais des cris se font encore entendre; la société en
est troublée: « Nous sommes innocens! nous sommes
« innocens! s'écrient les condamnés; des témoins
« pervers ont égaré le glaive de la justice: qu'à leur
« tour ils en soient frappés; nous renouvelons la

« plainte que nous avons déjà portée contr'eux : qu'ils
 « soient soumis à une instruction ; qu'ils soient jugés,
 « et l'erreur dont nous sommes victimes sera reconnue ! »

Quelle est cette femme qui vient joindre ses généreux efforts aux prières des deux condamnés ? Elle appartient à une des classes les plus obscures de la société ; l'éducation n'a point développé en elle les dons de la nature ; ses mœurs sont simples ; ses paroles, rustiques comme les habits qui la couvrent. Quel faible appui ! Comment parviendra-t-elle à détruire les préventions qui assiègent le temple de la Justice ?

Mais elle est sœur, elle est épouse, elle est mère ; elle reposait auprès de son époux au moment et dans la même maison où l'on prétend que Courbon a été assassiné ; elle était encore auprès des condamnés à l'instant où un vil imposteur soutient avoir entendu l'aveu de leur crime ; elle est donc sûre de leur innocence, et son ame généreuse ne peut que s'indigner de la malice des hommes.

Par ses soins, la procédure en faux témoignage commence ; elle ose pénétrer dans cet abîme et en sonder la profondeur : elle y porte enfin la lumière, et bientôt l'on apprend,

- 1° Qu'il n'y a point eu de crime commis ;
- 2° Que tous les indices qui s'élevaient contre les condamnés s'expliquent en leur faveur ;
- 3° Enfin que les dépositions qui ont égaré la conscience du jury sont mensongères et fausses.

Un faux témoin est traduit aux assises : la femme Rispal s'y présente ; elle est accompagnée de l'épouse, non moins courageuse, de Galland : l'une et l'autre viennent couvrir de leur protection des victimes si chères, et demander la condamnation de l'auteur de tant de maux. Leurs vœux sont exaucés ; elles peuvent enfin concevoir l'espérance de retrouver des époux

dignes d'elles, de rendre un père à leurs enfans, et des citoyens à la société.

Quelle pitié, quel intérêt, quel attendrissement ne sont pas en droit d'attendre de toute ame sensible ces deux épouses, ces deux mères infortunées! Cependant elles ne demandent qu'un examen impartial et réfléchi; elles se sont imposé la glorieuse tâche de faire passer dans l'ame de leurs juges la conviction qui les anime. L'accomplissement de ce devoir sera facile et aura ses douceurs, si ceux qui sont appelés à décider d'aussi grands intérêts se rappellent que l'homme qui déclare l'homme coupable, et le punit à ce titre, résout un problème, et exerce un droit où *Dieu* seul est assuré de ne point faillir; que tous les jugemens seront jugés; qu'ainsi toutes les passions, quelles qu'elles soient, doivent s'en retirer, l'homme ayant, dans sa faiblesse native, bien assez de chances d'erreur.

FAITS.

Le sieur Jean Courbon, habitant au lieu du Mazet, commune de Dunières, appartenait à une famille recommandable; il était riche, et père de trois enfans; honoré de l'estime publique, juste récompense de ses vertus. Il était le protecteur du faible; et l'indigent, objet constant de ses sollicitudes, ne réclamait jamais en vain ses secours; d'ailleurs, doux et affable avec tout le monde, fidèle à l'amitié, observateur exact de ses engagemens, Courbon, chéri et respecté de tous ses concitoyens, n'avait et ne pouvait avoir que des amis.

La constitution physique de Courbon est aussi à remarquer : il avait les épaules larges, le cou court et la tête grosse; son embonpoint était extraordinaire. Courbon pesait au moins deux cents livres, et ajoutait aux dangers de cette conformation, tous ceux qui naissent de l'excès habituel des liqueurs fermentées

de toute espèce : aussi à chaque instant pouvait-on craindre qu'un accident trop facile à prévoir ne vint enlever ce bon citoyen à sa famille, à l'affection de ses amis, et à la reconnaissance publique.

Tel est l'homme que l'on soutient avoir été la victime d'un assassinat : la possibilité d'un autre genre de mort a été repoussée avec indignation!....

Mais quels sont les accusés? Il faut les faire connaître, et ne leur donner d'autres traits, que ceux que présentent, et la procédure et les documens les plus certains.

Galland, Rispal, et Tavernier sont beaux-frères ; leur sort a été bien différent. Ils étaient accusés du même crime; cependant Galland et Rispal ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité, tandis que Tavernier n'a eu à subir qu'une année d'emprisonnement. Les deux malheureux, qui figurent aujourd'hui seuls dans le procès, ont dû se féliciter, au moment de leur condamnation, de ce que leur beau-frère n'était pas obligé à partager leur misère. L'erreur venait de frapper des têtes également innocentes; et, si les peines étaient inégales, le public pouvait y attacher le même degré d'infamie. Rispal et Galland ont été cependant seuls autorisés à se pourvoir en révision de leur arrêt; ils tiennent cette faculté de la nature de la peine qui a été prononcée contre eux; mais si la loi l'interdit à Tavernier, condamné correctionnellement, il trouvera sa réhabilitation dans la justification de ses beaux-frères. Rispal et Galland, en prouvant leur innocence, démontreront également la sienne; et si quelque chose pouvait ajouter au bonheur de leur triomphe, ce serait la douce idée de le partager avec cet autre infortuné, dont le front est resté si long-tems courbé dans la poussière.

Reprenons les faits.

Galland, habitant du lieu de Maltaverne, commune

de Dunières, appartient à une famille honnête, et qui n'est connue que sous les rapports les plus avantageux. Cet homme vivait dans une heureuse médiocrité. Après avoir payé sa dette à la patrie, il s'était retiré du service, et habitait avec sa femme le lieu qui l'avait vu naître; il y cultivait un domaine qui lui avait été transmis par sa famille, et qui peut être évalué à 30,000 francs.

Galland, satisfait de son humble fortune, était connu par sa franchise, son désintéressement, son honnêteté; il aimait à rendre service, et la calomnie n'a jamais essayé de flétrir son caractère, en l'accusant, ou même en le soupçonnant capable d'aucun acte de bassesse.

Galland joignait à la franchise d'un soldat, la brusquerie et l'orgueil qui en sont les compagnes ordinaires; il pouvait lui être difficile de supporter froidement un caprice ou une insulte; peut-être encore qu'il aimait à partager avec ses amis les plaisirs de la table; mais en était-ce assez pour le dépeindre comme un homme violent, adonné au vin, un querelleur et un mauvais époux!

Galland a répondu à plusieurs de ces reproches, en rapportant les certificats les plus honorables. Ils attestent que, comme soldat, sa conduite était tellement régulière, qu'il n'a jamais été condamné à la peine de police la plus légère; et que, comme citoyen, il n'a jamais inspiré aucune crainte à personne, ni provoqué la surveillance ou les sollicitudes de l'autorité. Son épouse, à son tour, est venue le venger de l'injure qui pesait le plus sur son cœur. On l'a vue aux assises de Riom répondre à la calomnie, en pressant son époux dans ses bras, et en le baignant de ses larmes.

Régis Rispal, autre accusé, habitait Dunières; sa famille est honnête, et si sa fortune était médiocre, il y suppléait par son économie, son industrie et son

activité. La confiance qu'il s'était acquise dans son état de boulanger lui donnait l'espoir d'élever sa famille et d'augmenter son faible patrimoine. La moralité de cet homme n'est point douteuse; elle est attestée par le juge de paix. Ce juge, qui veut ensuite que la maison Rispal soit devenue un repaire d'assassins, nous apprend : « que l'on peut dire de Rispal *plutôt du bien que du mal*.....; que l'on se tait sur son compte; « que généralement l'on pense qu'il *a été trompé*; « qu'on dit même qu'il avait fait entendre des paroles « de vie. »

Ainsi Rispal est un citoyen honnête; mais faudrait-il parler de ses qualités domestiques? Le dévouement de son épouse n'est-il pas connu? ces voyages nombreux, ces sollicitations pressantes, ces larmes si souvent répandues, ces accens si déchirans du désespoir, cette abnégation de l'avenir, qui lui fait abandonner le soin de sa fortune, sacrifier sa dot, l'existence même de ses enfans; cet héroïsme enfin de l'amour conjugal n'attestent-ils pas que Rispal est le meilleur des époux comme le plus tendre des pères?

Un troisième accusé était présenté aux assises de la Haute-Loire : c'est Tavernier. L'instruction n'apprend rien de désavantageux sur son compte; on y lit qu'il habite l'arrondissement de Saint-Etienne, où il est à la tête d'une fabrique de soie, dont il est propriétaire. Son caractère et ses mœurs sont d'ailleurs extrêmement douces; et, depuis sa condamnation, il a toujours protesté de son innocence et de celle de ses deux beaux-frères, qui ne l'avaient point quitté un seul instant.

Il faut ajouter que Tavernier était le seul des trois beaux-frères, qui eut des relations d'intérêt avec Jean Courbon. Ce dernier était son débiteur, par billet, d'une somme assez modique, et la lui remboursa la veille de sa mort.

Ce tableau fidèle de la position sociale, des mœurs,

du caractère et des habitudes du malheureux Courbon et des accusés était indispensable, pour mettre les lecteurs en état d'apprécier les faits de cet étrange procès; et déjà l'on se demande :

Comment Courbon aurait-il été victime d'un assassinat? quelle main impie se serait chargée, sans y être poussée par un vil intérêt, de trancher le fil d'une si belle vie? D'un autre côté, les accusés n'ayant aucun intérêt à la mort de Courbon; n'étant mus par aucune passion; n'ayant aucune injure à venger; aimant Courbon comme tous les habitans de la contrée l'aimaient; présentant d'ailleurs les plus fortes garanties sociales, auraient-ils tout d'un coup cessé d'être semblables à eux-mêmes, jusqu'au point d'entrer dans la carrière du crime par le plus abominable des forfaits? Et si l'on veut que Galland soit, dans ses emportemens, capable d'excès, Rispal et Tavernier ne sont-ils pas étrangers à ces dispositions? n'auraient-ils pas modéré et contenu Galland? Rispal sur-tout aurait-il prêté sa maison pour en faire le théâtre d'un assassinat?.....

Voilà bien des présomptions d'innocence; mais elles peuvent être détruites par des preuves positives. Examinons le fait.

Le 7 septembre 1817 (jour de dimanche), Jean Courbon était à Dunières : son frère Pierre y était aussi. On a déjà fait remarquer que Jean Courbon avait la triste habitude de se livrer aux excès du vin : c'était son seul défaut; mais il lui était impossible de le vaincre.

Il existe au lieu de Dunières trois cabarets, l'un tenu par Mangier, l'autre par Massardier, et le troisième par le nommé Samuel. Le 7 septembre, Jean Courbon, après avoir bu chez Massardier, s'est rendu chez Mangier; de l'auberge Mangier il est allé dans celle tenue par Samuel, et n'a quitté le cabaret de ce

1920
 dernier, que pour retourner chez Maugier, d'où il n'est sorti qu'à neuf heures du soir, environ. Ainsi Jean Courbon a employé cette journée entière à fréquenter les cabarets, et il a été vu par-tout buvant avec excès du vin et des liqueurs fermentées de toute espèce. Sa compagnie habituelle pendant cette journée a été tantôt les deux accusés et Tavernier, tantôt un ou d'eux d'entr'eux, auxquels il faut ajouter les sieurs Marnas frères, l'un notaire et l'autre percepteur au lieu de Dunières; enfin Pierre Courbon, frère de Jean.

Il est inutile de suivre Jean Courbon dans tous les instans de cette journée; mais il est essentiel de fixer son attention sur deux points importans, celui de son entrée à l'auberge Massardier, et celui de sa dernière sortie de l'auberge Maugier.

Jean Courbon était descendu chez Massardier avec le sieur Fourboule de la Brugère, son oncle; là il trouva les deux accusés, et Tavernier leur beau-frère. Ce dernier, comme on l'a vu, était créancier de Jean Courbon du montant d'un billet à échéance dans quinzaine; il pria Courbon d'en anticiper le paiement: Courbon, naturellement obligeant, y consentit avec plaisir; il paraît même qu'il emprunta quelque argent pour se libérer. Enfin il paya, retira son billet, le lacéra, et en mit les morceaux dans sa poche, où ils ont été retrouvés lors de la découverte de son cadavre. M. le juge de paix avait négligé de constater ce dernier fait; mais cette omission a été réparée aux assises par la déclaration de deux témoins, auxquelles il faut joindre celle du juge de paix lui-même.

Ce procédé de Jean Courbon n'était sans doute pas fait pour exciter en Tavernier de mauvaises dispositions. Cette obligeance, jointe à la circonstance essentielle que Courbon a été vu souvent, pendant la journée du 7 septembre, avec les trois beaux-frères,

prouverait même plutôt qu'il existait entr'eux une intimité assez étroite, ou qu'au moins Jean Courbon fréquentait avec plaisir les deux accusés et Tavernier.

Il est vrai qu'on a voulu dire que Courbon voyait Galland avec peine; que sa présence le gênait; que, dans la journée du 7 septembre, il cherchait à le fuir; qu'il y avait eu entr'eux querelle, échange d'injures, même des menaces de la part de Galland; mais ces bruits ne sont confirmés ni par les dépositions écrites, ni par les dépositions orales; au contraire, les témoins les plus importants, Pierre Courbon lui-même, font des déclarations tout opposées à cette assertion, et la détruisent entièrement.

On a vu que Jean Courbon, étant entré pour la seconde fois dans le cabaret Maugier, s'y trouvait encore à neuf heures du soir : il était avec Pierre Courbon son frère; les deux accusés et Tavernier buvaient aussi dans le même lieu. A l'heure que l'on vient d'indiquer, Pierre Courbon engage son frère à se retirer; ils sortent ensemble, traversent la place publique qui conduit du cabaret à la rue principale de Dunières, et suivent cette rue, à l'extrémité de laquelle se trouve, sur la droite, le chemin du Mazet (lieu où habitent les Courbon), traçant une ligne un peu oblique.

Mais à peine les deux frères Courbon ont-ils fait quelques pas dans la rue, que Jean Courbon veut s'arrêter. Ils arrivent auprès d'une forge appartenant à Maugier : un char est devant; Jean s'y assied : il ne veut plus suivre son frère; il résiste à ses instances, enfin il ne veut point partir, et une discussion assez vive s'engage entre les deux frères.

Pierre Courbon, ne pouvant vaincre la résistance de son frère, résistance qui pouvait lui paraître l'effet de l'ivresse, et voulant éviter qu'il ne se livrât de nouveau à son intempérance dont il devait craindre

les suites, retourne précipitamment sur ses pas, pour défendre à Maugier de servir encore du vin à Jean Courbon. Ces ordres donnés, Pierre Courbon se hâte de revenir auprès de son frère; mais, ne le trouvant plus au lieu où il l'avait laissé, il pense qu'il a pris la route du Mazet. Alors Pierre continue son chemin *en chantant*, dans l'espoir sans doute d'attirer son frère, qu'il supposait être en avant de lui. Tous ces faits sont fidèlement extraits de l'instruction et des débats qui ont eu lieu devant la Cour d'assises du Puy.

Il est également certain que les trois beaux-frères, Rispal, Galland et Tavernier, étaient au cabaret Maugier, au moment où les deux frères Courbon en sont sortis; qu'ils y étaient encore au retour de Pierre, et qu'ils ne l'ont quitté que cinq minutes après le départ de ce dernier: aussi n'a-t-il jamais été contesté que Jean Courbon avait disparu du point où Pierre l'avait quitté, et que Pierre avait eu lui-même le tems de traverser le lieu de Dunières, avant que les trois beaux-frères fussent sortis de la maison Maugier.

C'est ici le lieu de fixer l'attention sur les circonstances qui ressortent du précis des dépositions des témoins. La vie agitée de Jean Courbon pendant toute cette journée; cette fréquentation répétée des trois seuls cabarets qui existent au lieu de Dunières; les excès auxquels il se livre; les efforts de son frère pour le ramener à son domicile; le jugement que porte ce frère sur l'état de Jean, en allant défendre à Maugier de lui donner encore du vin; enfin cette manière extraordinaire d'échapper aux soins et à la vigilance de l'amitié, tout ne prouve-t-il pas que ce malheureux était dans un état d'ivresse tel, qu'il n'avait plus le libre exercice de ses facultés; et déjà ne peut-on pas prévoir ou craindre quelque accident, si on l'abandonne un instant à lui-même?

D'un autre côté, si l'on ajoute que, pendant toute

cette même journée, Jean Courbon a vu les accusés sans qu'il y ait eu entr'eux la plus légère dispute; que Tavernier en a au contraire reçu un service, comment supposera-t-on que les trois beaux-frères aient conçu de mauvais descins contre Jean Courbon? Comment sur-tout voudrait-on les rendre responsables de son sort, quel qu'il soit, si l'on considère que Jean Courbon était livré aux soins de son frère; que les accusés étaient au cabaret Maugier, lorsque les deux Courbon en sont sortis; qu'ils y étaient encore lorsque Pierre y est revenu, et qu'enfin ils n'ont quitté ce cabaret, que quelques instans après que Jean Courbon a disparu, et s'est soustrait à la surveillance toute bienveillante de son frère? En effet, à quel instant les accusés auraient-ils conçu le dessein de leur crime? Quels étaient leurs moyens d'exécution? Où attendaient-ils leur victime? Jean Courbon n'était-il pas pour eux livré à la garde de son frère? Et existe-t-il un seul témoignage, une seule prévention de laquelle on puisse induire que les accusés aient rencontré Jean Courbon après sa dernière sortie du cabaret Maugier?

Mais continuons. On se souvient de la position de Jean Courbon, qui, le 7 septembre, à neuf heures du soir environ, était assis sur un char placé au-devant de la forge Maugier. Depuis cet instant il a disparu, et son cadavre a été découvert le lendemain, 8 septembre, à cinq heures du matin, gisant dans une fosse placée derrière la maison de l'aubergiste Massardier.

Pour se faire une idée juste des conséquences à tirer de cette découverte, il faut examiner, avec la plus scrupuleuse attention, la situation de la maison Massardier, celle de la fosse, dont la description intérieure et extérieure doit être faite avec soin, enfin la position et l'état du cadavre du malheureux Courbon.

Si l'on veut connaître la situation de la maison Massardier, qui est l'auberge où Jean Courbon s'est

198709

d'abord présenté lors de son arrivée à Dunières, il faut prendre, pour point de départ, le cabaret Maugier, situé à une des extrémités du bourg, et sur une place publique, qui le sépare de l'église et du cimetière. En sortant de ce cabaret, on traverse la place publique; à la droite se présente ensuite la rue principale, ou plutôt l'unique rue de Dunières, qui se prolonge jusqu'à l'autre extrémité du bourg. Si l'on suit cette rue, on trouve à sa gauche la forge Maugier, au-devant de laquelle était placé le char. En avançant, on arrive au-devant de la maison Lemoine, qui est la dernière du bourg, à gauche, et l'on a en face la maison Massardier, placée dans un enfoncement, et sur une place ou terrain vacant, qui la sépare de la rue, à droite.

La maison Rispal est placée à la droite et à l'extrémité de cette rue; elle borde la place ou le terrain vacant sur lequel est située la maison Marrardier; elle a des jours, soit sur la rue, soit sur cette place, et décrit, avec la maison Massardier, un angle droit; de manière que celui qui se trouverait à l'extrémité de la maison Rispal, se rendrait directement de ce point à la porte de la maison Massardier, en traçant une diagonale, qui serait la base d'un angle décrit, sur la place publique, par les maisons Rispal et Massardier, et dont le point de jonction de ces deux maisons, sur cette même place, est le sommet.

Cette description fait déjà pressentir que la principale façade de la maison Massardier est sur la place publique, qui borde la rue, à droite; là est la porte d'entrée de l'auberge, et à cette porte peut commencer un sentier qui, longeant la maison Massardier et tournant à droite, conduit sur les derrières du bourg de Dunières, et sert de communication de l'auberge Massardier à l'auberge Samuel. Ce même sentier, qui a son débouché sur la route de Montfaucon, peut

aussi conduire à l'auberge Maugier; de manière qu'en revenant au point de départ que l'on s'est fixé, c'est-à-dire à la place publique, où est située la maison Maugier, et en suivant la rue de Dunières jusqu'à son extrémité, on trouve à droite l'auberge Massardier, aussi située sur une place publique; tournant ensuite cette maison à droite, et longeant ses derrières, on revient sur la place publique, qui est au-devant de la maison Maugier, en laissant à droite l'auberge Samuel, et à gauche l'auberge Maugier.

On voit que ce sentier est un moyen de circulation bien important pour le bourg de Dunières, et qu'il doit être très-fréquenté, sur-tout les dimanches et autres jours où les habitans des environs se réunissent dans ce lieu.

Il faut actuellement isoler la maison Massardier et ses dépendances, et y porter exclusivement son attention.

On connaît sa façade sur la place publique; sur le derrière est une autre façade parallèle à la première, donnant sur un hangard, au-devant duquel est encore un petit vacant limité par le sentier dont on vient de parler.

Le hangard, au-dessous duquel se trouvent deux fenêtres, commence à l'une des extrémités de la maison, et à la droite de l'observateur; il se prolonge jusqu'à la rencontre de la fosse où le cadavre de l'infortuné Courbon a été trouvé. Cette fosse est elle-même immédiatement placée au niveau d'une fenêtre à quatre carreaux, servant à éclairer l'évier de la maison Massardier. Un de ces carreaux était cassé à l'époque de l'événement.

Cette fosse, qui est limitée à droite par le hangard, de face par la maison Massardier, l'est, à gauche, par la grange de la même maison; grange qui, faisant suite à la maison Rispal, et se prolongeant, décrit, avec la maison à laquelle elle appartient, un angle

droit renfermant, dans ses deux côtés, le hangard, la fosse, et le terrain vacant qui est au-devant. Ce terrain sert à faciliter l'entrée de la grange; dont les portes, tenant presque immédiatement à la fosse, sont placées à une des extrémités de la grange, et près du sentier public.

Ainsi la fosse où le cadavre a été découvert tient à une auberge; elle est placée dans un village, près d'un sentier ou rue publique extrêmement fréquentée, sur-tout un jour de dimanche; enfin elle est entourée de fenêtres et de portes qui la mettent entièrement à découvert.

Cette fosse forme un carré équilatéral de quatre pieds de diamètre sur deux de hauteur; et dans son intérieur on remarquait quatre ou cinq excréments humains non écrasés, et de la paille peu froissée.

Le cadavre de Jean Courbon gisait dans cette fosse. Pour connaître sa position, il faut consulter les procès-verbaux, et ce que les dépositions des témoins ont ensuite appris.

Les vêtements du malheureux Courbon n'étaient dérangés en aucune façon.

Son dos était en l'air, et la tête en bas, de manière que le corps, étant dans une ligne presque perpendiculaire, n'avait, pour ainsi dire, de point d'appui que sur la nuque, les pieds, et le genou droit: la main droite du cadavre était sous ce genou. La cuisse et la jambe gauches étaient tendues, et se soutenaient sur la pointe du pied; la main gauche appuyait à terre; et la tête, recourbée sur la poitrine, paraissait être entre les cuisses. Au reste, les pieds et les jambes de Courbon étaient tournés du côté du mur de la maison Massardier, et le corps du côté du chemin; enfin le chapeau était placé sur le cou ou sur les épaules.

Le procès-verbal du juge de paix est de ce jour,

8 septembre 1817. Cet officier de police judiciaire apprend que la position du cadavre, quelque extraordinaire qu'elle puisse paraître, peut être expliquée par la nature du terrain et par la chute de Courbon; il ordonne de donner au corps une position plus naturelle, ce qui est vainement essayé; mais il peut remarquer que la figure est livide et décomposée; que les membres sont généralement roides; et que le corps a un *reste de chaleur*. Cette dernière observation le frappe même si fortement, qu'il fait administrer au malheureux Courbon des eaux spiritueuses, que l'on introduit dans le nez, dans la bouche, et dont on lui lave la tête, pour tâcher, mais vainement, de le rappeler à la vie.

Le cadavre, transporté au clocher du bourg, est soumis à l'examen du médecin, qui fait de suite le rapport de son opération à M. le juge de paix. Ce dernier consigne, dans son procès-verbal, que le médecin lui a déclaré que, d'après l'inspection du cadavre, et les recherches intérieures auxquelles il s'est livré, il est certain que Jean Courbon est décédé de mort naturelle, suite d'un excès de vin; que cet excès a provoqué une apoplexie; dont l'existence lui est prouvée par l'examen des *sinus*, qui se sont trouvés gorgés de sang.

M. le juge de paix veut ensuite savoir si la voix publique s'accorde avec l'opinion de l'homme de l'art, sur le genre de mort auquel Jean Courbon a succombé: il l'interroge et apprend,

- 1° Que Courbon était généralement aimé de tout le monde;
- 2° Que Jean Courbon était souvent dans un état d'ivresse absolu;
- 3° Que sa mort devait être la suite des excès de vin auxquels ce malheureux s'était livré le jour même de son décès.

602 100

Le juge de paix adopté cette opinion, et la fortifie par une observation qui lui est particulière; il dit qu'il a effectivement remarqué *que le cadavre jetait du vin sur ses habits.*

Enfin cet officier de police judiciaire, ne voulant rien négliger, entend plus particulièrement cinq témoins, insère leurs déclarations dans son procès-verbal; et, tous assurant que la mort de Courbon ne peut être attribuée qu'à un excès de vin, il dit, dans la clôture de cet acte important, que les renseignemens lui ayant paru *suffisamment prouver le genre de mort de Courbon; et son zèle à le constater,* il ordonne que les restes de cet estimable citoyen seront remis à sa famille.

Le rapport du docteur, qui a procédé à l'autopsie cadavérique, ne contient autre chose que le développement de l'opinion déjà manifestée à M. le juge de paix, et que ce dernier a consignée dans son procès-verbal.

Le médecin examine d'abord la surface externe du cadavre. La constitution physique de Courbon présentait la réunion de toutes les causes prédisposantes à l'apoplexie; et l'examen extérieur de son corps n'offre aucun autre indice de mort violente, que ceux qui servent à indiquer cette espèce d'accident. L'homme de l'art confirme même une des observations du juge de paix, et dit que le cadavre *regorgeait*, par la bouche, *un mélange de liqueurs fermentées.*

Le médecin procède ensuite à l'ouverture des trois cavités qui existent dans l'organisation de l'homme. La tête, les cavités thorachiques, pelviennes ou abdominales, sont successivement l'objet de son attention; et après l'examen le plus scrupuleux, et avoir remarqué *que l'estomac contenait une assez grande quantité de liqueurs fermentées,* il n'hésite pas à déclarer que Courbon est mort d'attaque d'apoplexie, accident que

sa forte constitution pouvait à chaque instant faire craindre, et qui a été déterminé par les excès répétés de vin et de liqueurs, auxquels ce malheureux se livrait journellement (1).

Ce rapport ne forme qu'un seul et même acte avec le procès-verbal du juge de paix. Ces deux pièces sont si intimément unies, que l'on peut dire du rapport, qu'il n'est que l'explication du procès-verbal. Il ne contient en effet autre chose que des développemens étrangers aux connaissances d'un juge de paix, et qu'un homme de l'art pouvait seul donner. Il faut ajouter que l'examen du juge, ses recherches sur la cause de la mort de Courbon, son interrogatoire de différens témoins, ont eu lieu en même tems que l'autopsie cadavérique; que tout cela se faisait dans la matinée même du jour où le cadavre avait été découvert; que, dans cet instant, il ne s'élevait aucun soupçon sur la nature de la mort de Courbon; qu'aucun coupable n'était signalé; qu'ainsi personne ne pouvait avoir intérêt à cacher les causes de cette mort; et qu'en supposant que quelqu'un pût en être l'auteur, le soin de sa conservation l'obligeait à s'abstenir de toutes démarches ou sollicitations qui auraient pu le faire soupçonner. Tout cela ne prouve-t-il pas que le juge de paix et le médecin agissaient également de bonne foi; qu'ils ne cédaient ni à la crainte ni à l'intérêt que pouvaient leur inspirer des coupables présumés; mais qu'en interrogeant les faits et en en tirant les conséquences inévitables qui se présentaient naturellement et sans effort, ils ne faisaient qu'obéir au sentiment de leur devoir et à l'impulsion de leur conscience?

Il faut donc le dire ici : non-seulement il n'y a point

(1) Voyez, à la page 4 des pièces justificatives, ce rapport, qui est du même jour que le procès-verbal du juge de paix, et qui contient tous les détails de l'autopsie cadavérique de Courbon.

jusqu'à présent de crime prouvé; mais encore les procès-verbaux excluent la possibilité de l'existence d'un corps de délit; et si, par la pensée, l'on énumère les autres faits déjà connus, faits qui jaillissent de l'instruction, et dont M. le juge de paix pouvait être instruit, ou dont au moins il lui était si facile de s'instruire, ne sera-t-on pas convaincu qu'à cette époque le juge de paix avait la certitude que Jean Courbon était décédé de mort naturelle; que si la société pouvait avoir un accident à déplorer, au moins il n'y avait aucun crime à venger; et si dans la suite quelques combinaisons fortuites, quelques circonstances difficiles à expliquer semblaient accuser quelqu'un de ce crime imaginaire et impossible, ces malheureuses victimes du soupçon et de l'erreur ne devaient-elles pas s'attendre à trouver protection et appui dans l'autorité toute tutélaire de M. le juge de paix?

Cependant des ignorans et des oisifs; des femmes d'une imagination faible; le peuple crédule et ami des nouveautés, pourvu qu'elles aient un caractère extraordinaire et présentent à l'esprit des images effrayantes; toute cette tourbe enfin dont l'homme sage dédaigne les opinions, comme étant le produit de l'erreur, s'empare de cet événement, le travestit bientôt en assassinat, et n'est pas long-tems à en indiquer les auteurs. Quelques jours sont à peine écoulés, que le peuple de Dunières croit aussi fermement à la mort violente de Courbon, et à la culpabilité de Galland, Rispal et Tavernier, qu'il peut encore croire aux revenans, à la sorcellerie et à la magie.

La mort tragique du malheureux Fualdès occupait alors la France; les détails de cet horrible procès circulaient dans les villes et dans les hameaux, sous les lambris dorés comme sous le chaume: elle était l'objet de toutes les conversations; et s'il eût été possible d'y

609. 210

ajouter quelque nouvelle horreur, produit d'une imagination vicieuse ou déréglée, le peuple l'aurait saisie avec avidité, tout invraisemblable d'ailleurs qu'elle pût être.

L'accident arrivé au malheureux Courbon appelait des victimes. Ses parens, ses amis, ceux sur-tout qui avaient éprouvé les effets de son obligeance et de sa charité, brûlaient d'offrir à ses mânes une hécatombe humaine.

Bientôt l'assassinat de Courbon paraît certain. Il a été enlevé, le 7 septembre au soir, à sa sortie du cabaret Maugier; on l'a entraîné dans la maison Rispal; là, il a été couché sur un banc, et une voix s'est fait entendre pour demander une *bachasse*, à l'effet de recevoir le sang de la victime. Plus tard, on dira que ce moyen n'ayant pas réussi, Courbon a été étouffé, et que les assassins lui ont rompu la colonne vertébrale; mais toujours ce sera dans la maison Rispal, que l'assassinat aura eu lieu. Les inventeurs du crime de Dunières ne feront autre chose que de s'approprier les détails du crime de Rhodéz, commis dans la maison Bancal, qu'ils copieront, corrigeront et augmenteront suivant les circonstances.

Qu'est devenu ensuite le cadavre? Les assassins l'ont transporté dans la fosse où il a été découvert. Ils avaient d'abord le projet de le déposer dans la grange Massardier, située près de cette fosse; mais, contre l'habitude, la porte de cette grange étant fermée, ils ont été contraints de le placer dans la fosse, et de lui donner la position qui pouvait le mieux faire croire à une mort naturelle.

Les preuves du fait sont le bruit public; l'état du cadavre; les choses extraordinaires qui se sont passées pendant la nuit; les hurlemens lugubres d'un chien qui paraissait prévoir quelques malheurs; les révélations d'un être mystérieux, d'un pèlerin qui aurait pour ainsi dire

assisté aux derniers instans de Courbon, et entendu ce malheureux demander la vie à ses féroces assassins. Qu'à cela l'on ajoute tout ce qu'une imagination fantastique peut produire; quelques taches de sang observées sur la terre; la découverte de cheveux épars ou en touffe; les inquiétudes occasionnées par l'insomnie à quelques habitans de Dunières, et l'on se fera une idée juste de la fermentation que la crédulité, les passions, l'amour du merveilleux, et sur-tout le désir de trouver des coupables avaient dû exciter dans ce lieu.

Mais tout cela n'était encore qu'absurde; les procès-verbaux répondaient à toutes les objections : il ne s'agissait pas, en effet, de suppléer à leur incertitude; mais il fallait, contre leur contenu, prouver le fait d'un assassinat.

Cette fermentation de propos indiscrets et de bruits populaires frappe l'esprit de M. le juge de paix. On dit que son caractère est naturellement porté aux affections douces; on lui accorde beaucoup d'instruction, jointe à un esprit brillant; mais ces qualités ne suffisent pas toujours pour garantir l'homme qui en est pourvu, de la prévention, maladie contagieuse de l'esprit humain; il faut encore une ame forte et un jugement exquis pour interroger les faits et ne pas se laisser induire en erreur, en mettant des hypothèses pompeuses à la place de la vérité.

Ce juge, d'ailleurs estimable, mais peu accoutumé, sans doute, à l'instruction des causes criminelles, rejette sa propre conviction. Plus aveuglé que celui qui, à force de fixer une place vide, où il lui semblerait voir un objet qui n'y existe pas, finirait par le regarder comme réel, ce magistrat voit un crime et un corps de délit constant dans le fait qu'il avait d'abord jugé et démontré en être exclusif; il recueille les apparences les plus légères, les indices les plus équivoques; il accumule renseignement sur renseignement,

écoute des personnes bornées ou mal instruites, prête même l'oreille à des témoins pervers, qui, en déposant de ce qu'ils n'ont ni vu ni entendu, et en inspirant à M. le juge de paix des craintes personnelles, amassent à-la-fois des nuages funestes sur le fait à examiner, et excitent la prévention et la haine du juge contre ceux qui en sont présumés les auteurs.

M. le juge de paix ne pouvait se garantir de tant de pièges; il se décida à devenir, auprès de l'autorité, l'organe d'une opinion qu'il avait déjà adoptée. Ses lettres ou rapports sont nombreux; ils appartiennent aux accusés, puisqu'il leur en a été délivré copie; et ces derniers, en en donnant l'extrait, pourraient y faire remarquer des expressions, des pensées, des désirs, des suppositions, des phrases entières qui ne peuvent s'accorder avec la dignité d'un magistrat et l'impassibilité qui doit le caractériser. Mais ils restreindront leurs observations, sur ce point, à faire remarquer,

1° Que chaque information de M. le juge d'instruction était précédée d'une lettre de M. le juge de paix, contenant des notices sur le personnel des témoins et sur les dépositions qu'ils devaient faire; que constamment les faits contenus dans ces lettres ont été infirmés ou adoucis par les dépositions des témoins;

2° Que ces rapports révèlent des faits d'une haute gravité, et dont les témoins ne parlent pas;

3° Enfin, que M. le juge de paix croyait devoir attribuer les réticences ou le silence des témoins à la terreur que leur inspirait l'état de liberté des trois beaux-frères; que cependant, depuis l'arrestation de ces malheureux, et aux assises même, aucune déposition n'a été changée ni modifiée, si l'on en excepte celle d'un seul témoin, qui sera l'objet d'un examen particulier.

Les premiers rapports, en forme de lettres, de M. le juge de paix, commencent au 24 novembre 1817. Ce

jugé convient que le procès-verbal qu'il a rédigé, et celui du médecin, devaient tranquilliser et éloigner tout soupçon sur le genre de mort de Courbon; que sa croyance, alors partagée par tous ceux qui l'entouraient, était d'ailleurs justifiée par l'inspection du cadavre, *qui ne présentait pas même une légère égratignure*, et par l'état des vêtemens, *qui n'étaient nullement en désordre*. Il énonce ensuite dans ce rapport, et dans deux autres, qui sont sous les dates des 2 et 3 octobre, différens faits qui peuvent se réduire à ceux-ci :

1° Une querelle s'est élevée au cabaret, entre Galland et Courbon; elle a été suivie de menaces de la part de Galland;

2° Rispal, Galland et Tavernier n'ont point établi l'emploi de leur tems dans la soirée du 7 septembre, depuis neuf heures et demie du soir jusqu'à onze heures;

3° Dans cette même soirée, et près de la fosse où le cadavre de Courbon a été découvert, on a entendu une voix s'écriant : « Ne serai-je pas bientôt à cette « f..... porte ! » Un instant après, quelque chose de pesant a été jeté dans la fosse ;

4° Galland ayant quitté le bourg de Dunières à minuit passé, pour se rendre au lieu de Maltaverne, lieu de son domicile, aurait dit, le 8 septembre 1817, à la pointe du jour, en allant de Maltaverne au lieu de Cublaise, où était son épouse, et en passant au lieu de Guignebaude, domicile de la nommée Colombette, que Courbon avait été trouvé étouffé par le vin, derrière la maison Massardier.

M. le juge de paix insistait spécialement sur les difficultés que, suivant lui, les trois beaux-frères éprouvaient à justifier de l'emploi de leur tems, depuis neuf heures du soir jusqu'à onze, et sur la conversation que Galland aurait eue avec la Colombette, dans la matinée du 8, conversation contenant un aveu qui,

vu les distances, ne pourrait avoir été fait que par celui qui aurait participé à l'assassinat de Courbon.

Cependant la justice gardait le silence. Cette autorité, à la fois vengeresse et tutélaire, recevait les renseignemens qui lui étaient donnés; mais elle n'en usait qu'avec la circonspection qui est la première garantie de la liberté des citoyens. Aucun acte n'était encore émané d'elle, lorsque, le 4 septembre 1818, le maréchal des logis de la gendarmerie, en résidence à Montfaucon, agissant d'après les ordres de son lieutenant, ordres délivrés d'après la clameur publique, arrête Rispal et Tavernier. Galland, instruit de l'arrestation de ses deux beaux-frères, vient de lui-même se remettre entre les mains des gendarmes, qui les transfèrent à Yssingaux. Il n'est pas inutile de faire observer que, soit dans les choses, soit dans les expressions, l'ordre de l'officier de gendarmerie n'est que le résumé exact des lettres ou rapports du juge de paix à M. le juge d'instruction.

A peine traduits à Yssingaux, Rispal, Galland et Tavernier sont séparés et mis au secret; ils sont interrogés isolément, et répondent, d'une manière aussi simple qu'uniforme, aux différentes questions qui leur sont proposées, questions qui étaient sans doute rédigées sur les notes et renseignemens transmis par M. le juge de paix.

Leurs réponses sur l'emploi du tems qui s'est écoulé de neuf heures et demie à onze heures du soir, dans la soirée du 7 septembre, sont sur-tout remarquables.

Suivant eux, ils sont sortis du cabaret Maugier à neuf heures; ils ont parcouru ensemble la rue de Dunières; mais arrivés au-devant de la maison Rispal, ce dernier a quitté ses deux beaux-frères, est rentré dans son domicile, s'y est couché, et n'en est plus sorti.

Galland et Tavernier ont continué leur route. A

neuf heures et demie, ils sont arrivés au cabaret Lyonnet, situé à quelque distance de Dunières; ils ont soupé dans ce lieu : Tavernier y a même couché; mais Galland en est parti pour se rendre à Maltaverne, en passant par Cublaise, où il avait l'espoir de rencontrer son épouse.

Ces explications devaient paraître suffisantes; aussi la chambre d'instruction signa, le 8 octobre, l'ordonnance de mise en liberté de ces trois prévenus. Dans la même soirée, ces trois malheureux se retirèrent à l'auberge Perrot, située à Yssingeaux. La femme Rispal, portant au bras un enfant qu'elle allaitait encore, était venue donner à son mari des secours et des consolations : elle était aussi descendue à l'auberge Perrot. Quelle joie d'y retrouver libre l'époux qu'elle croyait dans les fers! que d'expressions de tendresse! que de félicitations réciproques! Les momens de la douleur sont bientôt oubliés!.... Imprudens!!! modérez ces transports..... Vous êtes libres; mais vos ennemis sont-ils désarmés? la calomnie n'a-t-elle plus de traits à lancer contre vous? ne viendra-t-elle pas vous frapper au sein même de la joie la plus innocente?.....

Mais il ne faut point anticiper sur les faits; et il suffit ici de dire que Tavernier et Galland, Rispal, son épouse, et leur jeune enfant, passèrent à Yssingeaux la nuit du 8 au 9 octobre, et couchèrent ensemble à l'auberge Perrot, dans une chambre à deux lits.

Le 9 octobre, cette famille rentra dans son domicile; elle venait de payer à la société le tribut le plus cruel qu'elle puisse imposer : ne devait-elle pas espérer quelques consolations, sur-tout du magistrat qui, sur de simples soupçons, avait momentanément exposé la réputation, et sacrifié la liberté de trois citoyens, de trois pères de famille?

Mais M. le juge de paix, que sa trop grande promp-

titude avait entraîné dans l'erreur, la chérissait trop pour la reconnaître. Par une lettre du 12 octobre, il témoigne son déplaisir de l'ordonnance qui a rendu la liberté aux prévenus. Les 11, 14, 18, 21 novembre et 7 décembre, autres lettres, où il expose de nouveau les circonstances qu'il regarde comme accusatrices; il y ajoute des révélations qu'il prétend avoir été faites par la mère de Rispal; il a grand soin sur-tout de prémunir le juge d'instruction contre les témoins, qu'il assure avoir été *carressés* et *corrompus*; et si son heureuse mémoire lui rappelle « *qu'aux gens aisés les vertus sont faciles* », la réflexion lui fait de suite ajouter « *que les témoins sont indignes, et que les accusés ne le sont pas.* »

Enfin, les premières informations commencent; les procès-verbaux sont sous les dates des 21, 25 novembre et 9 décembre, et précédés chacun d'une ou de plusieurs lettres de M. le juge de paix.

Ces informations apprennent comme faits essentiels:

1° Que Galland et Tavernier, au lieu d'arriver au cabaret Lyonnet à neuf heures et demie de la soirée du 7 septembre, comme ils l'avaient déclaré dans leurs interrogatoires, n'y seraient venus qu'à onze heures;

2° Qu'il serait vrai que, le 8 septembre au matin, Galland, passant au lieu de Guignebaude, aurait annoncé à une femme, nommée Colombette, la mort de Courbon. Ce fait n'était point déposé par la Colombette, mais semblait ressortir de la déposition de trois autres témoins;

3° Que la nièce de Rispal, enfant alors âgée de quatorze ans, aurait tenu une conversation qui accusait son oncle;

4° Que, pendant la nuit du 7 au 8 septembre, on avait entendu des chiens aboyer, des disputes et des gémissemens;

612.10.

5° Enfin, une fille de quatorze ans déposait des *on dit* qui circulaient dans le bourg de Dunières, et des projets que l'on supposait avoir été conçus, de faire subir à Courbon une mort semblable à celle du malheureux Fualdès.

Tels sont tous les faits à charge qui ressortent, contre les accusés, de ces trois premières informations; elles apprennent d'ailleurs que Galland et Courbon n'ont point eu de dispute dans la journée du 7 septembre; que ce dernier était dans un état complet d'ivresse; enfin, ces informations relatent ou confirment la majeure partie des faits qui ont déjà été exposés.

On doit remarquer aussi un fait essentiel dans cette première instruction. On voulait que Courbon eût succombé à une mort violente; mais, dans l'incertitude où l'on était sur le genre de cette mort, on s'était enfin arrêté à la rupture de la colonne vertébrale et à l'étouffement. M. Bergeron, médecin à Montfaucon, interpellé sur ce fait, avait répondu que la luxation des vertèbres pouvait se reconnaître sur le cadavre, même après trois mois de sa mort; qu'il était encore possible de l'exhumer; et l'on avait négligé ce renseignement, jusqu'au point de ne faire aucune recherche pour constater un fait que l'on jugeait si important dans le système de l'accusation.

M. le procureur du Roi et le juge d'instruction avaient enfin épuisé tous les renseignemens qui leur avaient été transmis par M. le juge de paix. M. le procureur du Roi avait requis un mandat d'arrêt contre les trois beaux-frères; mais le juge d'instruction ayant fait son rapport à la chambre du conseil, il y intervint, le 17 décembre 1817, une ordonnance, qui déclare qu'il n'y a lieu à faire droit sur le réquisitoire de M. le procureur du Roi, parce qu'il ne résulte, des informations, ni des preuves ni des présomptions suffisantes pour priver des citoyens de leur liberté;

que d'ailleurs les bruits publics sont à dédaigner, lorsque sur-tout *il n'existe aucune preuve matérielle du délit.*

Cette ordonnance était un hommage rendu aux principes les plus vrais, et dont le magistrat ne doit jamais s'écarter dans l'instruction des affaires criminelles. Comment, en effet, rechercher des coupables, s'il n'y a point de crime constaté? Ne serait-ce pas se jouer des choses les plus sacrées, et compromettre arbitrairement la sûreté, la liberté et la vie des hommes?.....

Cet acte, aussi sage que respectable, irrite encore M. le juge de paix. La résistance du tribunal à faire arrêter les prévenus, peut, suivant lui, faire manquer l'effet des poursuites : « L'affaire de Rhodéz, s'écrie-t-il, n'est cependant pas plus horrible? Le canton de Montfaucon n'aurait-il pas les mêmes droits à la sollicitude de l'autorité? » Il indique ensuite de nouveaux témoins, et recommande spécialement Anne Colombette, *dont la moralité est plus que faible*; il pense même que la crainte d'être poursuivie *peut seule faire parler* CETTE INFERNALE FEMME... (Lettres des 5 et 6 janvier 1817).

Le 18 février 1818, M. le juge de paix écrit que la famille Courbon-croit le rapport du médecin inexact; qu'elle lui reproche de ne l'avoir livré que six jours après la visite du cadavre. Ainsi ce juge infirme lui-même son propre témoignage; il veut s'être trompé au moment où il pouvait tout voir, tout examiner et tout apprécier : peu lui importe qu'on l'accuse d'irréflexion lorsqu'il dressait son procès-verbal, pourvu que les bruits populaires et les renseignemens qu'il recueille fassent connaître les coupables du crime qu'il suppose. Rare et louable modestie, qui fait abnégation de tout amour-propre, jusqu'au point de renoncer à une vérité démontrée, pour s'attacher à des apparences étrangères, et s'efforcer de les établir! La société, qui est

obligée de rechercher des coupables, mais qui se réjouit lorsqu'elle découvre des innocens, lui tiendra-t-elle compte d'un aussi noble dévouement?

On ne s'arrête point aux autres lettres qui sont nombreuses, et contiennent des détails exagérés ou inexacts; il faut seulement dire que, dans celle du 13 août 1818, Peyrache est indiqué comme témoin, et devant déposer *des excès que Galland avait exercés sur sa personne*.

L'instruction se continue. Une information du 7 janvier 1818 apprend :

1° Qu'Anne Colombette, qui était au-devant de la porte de sa maison au moment de sa conversation avec Galland, ne dépose pas que ce dernier lui ait parlé de la mort de Courbon; ainsi elle infirme ou au moins rend problématiques les dépositions des témoins qui ont déclaré avoir entendu cette conversation et cet veu de Galland à la Colombette;

2° Que le soir du 7 septembre, et sur les neuf heures, quelqu'un est venu heurter à la porte d'entrée de l'auberge Massardier; que ne recevant pas de réponse, cet individu est alors monté du côté où Courbon a été trouvé mort;

3° Que quelqu'un, qui couchait auprès de la fosse où le cadavre de Courbon a été découvert, a entendu dans la soirée, ou pendant la nuit du 7 au 8 septembre, une voix s'écrier : « *Est-ce que je n'y suis pas encore!* »

4° Que lors de la visite et de l'autopsie cadavérique du malheureux Courbon, on a fait inutilement observer au médecin, que le mal qui avait causé sa mort n'était point dans la tête, mais bien au cou.

L'instruction a ensuite été suspendue pendant sept mois; elle a été reprise dans le courant du mois d'août suivant; et sous les dates des 14, 24 et 26 de ce mois, se trouvent trois procès-verbaux d'information, qui apprennent :

1° Que Galland s'était, à différentes reprises, livré, contre plusieurs individus, à des excès et à des actes de violence; que Courbon avait été, comme plusieurs autres, exposé à ces excès; et que, dans la journée du 7 septembre, Tavernier, étant au cabaret avec Courbon, l'aurait appelé *cochon*, en proférant cette épithète avec un ton colère;

2° Que lors de la visite du cadavre, on s'est aperçu que la tête de Courbon était mobile et tournait en tout sens; que des taches noires et violettes se faisaient remarquer vers le cou; que l'os du gosier était plus saillant qu'à l'ordinaire; qu'enfin le médecin a avoué que Courbon n'était pas mort d'apoplexie;

3° Que, le 8 septembre, Rispal, s'expliquant sur la mort de Courbon, a tenu des propos de mauvaise plaisanterie; que cet homme, se voyant fixé par le juge de paix, a pâli; que sa pâleur a sur-tout augmenté, lorsque, sur l'interpellation du juge de paix, l'aubergiste Massardier a nié avoir vu déchirer par Courbon le billet qu'il devait à Tavernier, et dont il venait de se libérer.

Enfin, pour compléter les idées sur ce qui ressort de ces diverses informations, il faut ajouter qu'elles font aussi connaître les bruits qui circulaient dans le bourg de Dunières. On y disait :

Que Galland et Tavernier, après avoir étouffé Courbon, s'étaient réfugiés dans l'auberge de Lyonnet;

Qu'un nommé Saignard avait aidé Rispal à porter le cadavre dans la fosse;

Qu'enfin un inconnu avait dit que M. Dufaure (le juge de paix) eût à prendre garde à lui, Galland ayant annoncé *qu'il lui ferait comme à Courbon*.

Le tribunal d'Yssingaux, pensant que la procédure était complète, renvoya, par ordonnance du 27 août 1818, cette affaire à la chambre des mises en accusation de la Cour royale de Riom.

616 212

Le jour même de ce renvoi, M. le juge de paix écrivait encore. Il faut extraire de cette dernière lettre un fait essentiel. Il annonce que Peyrache, témoin déjà entendu, lui a rapporté qu'étant à Yssingeaux, et logé à l'auberge Perrot, il a pu entendre les trois beaux-frères s'entretenant de leur crime; qu'un d'eux disait : « *Nous avons trop enfoncé le mouchoir, ce qui a fait enfler le cou et a éveillé les soupçons* »; que si Peyrache n'a pas révélé plutôt ces propos, c'est qu'il a peur de *ces coquins*, et parce que d'ailleurs il n'a pas été interrogé sur l'assassinat.

Toutes les lettres de M. le juge de paix étaient jointes à la procédure : elles semblaient même en faire partie ; elles pouvaient donc fixer l'attention de la Cour. Cette correspondance a quelque chose de si positif; les faits qu'elle contient sont si graves; les personnes y sont traitées avec si peu de ménagement; la conviction de M. le juge de paix paraissait enfin si profonde, que la chambre d'accusation crut devoir, dans sa haute sagesse, soumettre cette affaire aux débats des assises. Un des motifs de son arrêt d'accusation, qui est du 2 octobre 1818, énonce clairement la pensée de la Cour; ce motif dit textuellement *que, si les faits articulés par le juge de paix avaient été déposés, les indices seraient plus graves; mais que les témoins ont été intimidés par la férocité des prévenus; qu'enfin elle espère que les débats des assises étant dirigés dans le sens des indications du juge de paix, fournies avec soin, feront jaillir la lumière.*

Les informations ne sont donc pas ce qui décide positivement la Cour; elle a constamment son attention fixée sur les faits articulés par le juge de paix, faits qui ne sont pas encore prouvés, mais qui peuvent l'être; elle s'indigne, avec raison, de ce que la férocité des prévenus a pu tenir si long-tems la vérité captive; elle espère que, lorsque ces hommes dangereux seront sous

la main de la justice, les témoins s'expliqueront, justifieront, par leurs dépositions, les indications données par M. le juge de paix, et que la société n'aura plus à gémir sur l'impunité du plus horrible attentat.

L'arrêt d'accusation renvoie la connaissance de cette affaire à la Cour d'assises du Puy, département de la Haute-Loire; et, le 27 octobre, l'acte d'accusation est dressé; il ne contient autre chose que le développement des présomptions et des indices qui avaient motivé la mise en accusation.

C'est à peu près à cette époque, que Galland, un des accusés, fut arrêté, et traduit dans la maison de justice du Puy. Rispal et Tavernier, pensant que leur procès serait jugé aux assises de décembre, vinrent joindre leur beau-frère; ils passèrent avec lui une journée en prison; mais ayant appris qu'ils étaient renvoyés aux assises de mars, ils se retirèrent dans leur domicile, après en avoir prévenu, par écrit, M. le procureur du Roi.

Pendant la justice faisait de nouvelles recherches. Le président des assises donne des commissions rogatoires; et des procès-verbaux d'information, sous les dates des 22 novembre 1818 et 27 janvier 1819, font connaître,

1° Que de nouvelles conversations de la jeune nièce de Régis Rispal semblaient prouver que ce dernier était auteur de la mort de Courbon;

2° Que, dans la nuit du 8 au 9 octobre, les accusés, couchant à Yssingaux, dans l'auberge Perrot, auraient fait l'aveu de leur crime, aveu qui aurait été entendu et recueilli par Peyrache, qui se trouvait dans la même auberge;

3° Que, pendant la nuit du 7 au 8 septembre, et près de la fosse où le cadavre de Courbon a été découvert, on a entendu une voix disant : « Est-ce que nous n'y sommes pas encore ? » et une autre

répondre : « Oui, nous y sommes » ; que presque aussitôt on a entendu le bruit d'un corps pesant qu'on jetait.

On arrive au mois de mars 1819.

Les accusés Rispal et Tavernier s'étaient constitués prisonniers. La simplicité de leurs réponses, la douce sérénité de leur physionomie, leur attitude à-la-fois modeste et assurée, tout faisait présumer leur innocence.

Ces accusés furent présentés aux assises; ils étaient assistés, dans leur défense, de M^e Mandet, avocat, et de M^e Montellier, avoué, tous les deux si avantageusement connus par leurs talens et par la beauté de leur caractère. Ces deux généreux défenseurs, d'ailleurs convaincus de l'innocence de leurs cliens, venaient réclamer justice, et l'attendaient avec la plus grande sécurité.

On leur avait bien parlé d'intrigues, de témoins pervers ou corrompus; ils ne voulaient pas y croire. « Quel homme oserait, disaient-ils, en imposer à Dieu et à la Justice? Quel imposteur assez atroce entreprendrait d'égarer la conscience du jury, et ne craindrait pas d'attirer, par une fausse déclaration, le glaive de la loi sur des têtes innocentes? L'ignorance et la légèreté ont bien pu entraîner quelques témoins hors des bornes de la vérité; mais la sainteté du serment, la solennité de l'audience, la vue du mal qu'ils vont faire, suffiront sans doute pour les rendre à eux-mêmes, et ils avoueront leurs mensonges. »

On leur faisait aussi craindre les effets de la Prévention, cette ennemie mortelle de la Justice, qui quelquefois s'assied auprès du magistrat à son insu, excite son zèle, assiège constamment son esprit, donne aux erreurs qu'elle lui inspire le caractère de la vérité, et lui dicte souvent des arrêts qu'il voudrait ensuite effacer avec son sang. Rien ne peut intimider le courage des deux défenseurs; d'ailleurs, que peuvent-ils

craindre devant un tribunal juste, éclairé et impartial, devant un jury attentif et équitable?

Cependant, le 4 mars, les débats sont ouverts. Trente-trois témoins sont ajoutés à ceux déjà entendus dans les diverses informations. Voici ce que le procès-verbal, tenu par le greffier, apprend d'essentiel :

Le docteur Thomas persiste dans les faits énoncés dans son rapport; il déclare que les lèvres du cadavre étaient *teintes de vin*; il dit qu'il est faux qu'on lui ait fait observer que le mal était au cou; qu'il est également faux qu'il ait déclaré que Courbon n'était pas mort d'une attaque d'apoplexie. Il convient cependant ensuite n'avoir pas visité le cou du défunt.

M. Dufaure, juge de paix, déclare qu'il ne croyait pas à un assassinat, et que les dires du docteur Thomas lui firent rédiger son procès-verbal avec trop de légèreté; il ajoute qu'un *morceau de billet, où était la signature de Courbon, a été trouvé dans une des poches de l'habit du défunt*. Cette découverte, qui explique ce qu'est devenu le billet que Courbon avait acquitté à Tavernier, le 7 septembre, est encore attesté par un autre témoin produit aux débats.

Anne Colombette avait déjà été entendue; sa déposition, contenue dans un cahier des informations, était insignifiante : elle anéantissait même la déclaration de trois autres témoins; mais cette femme, produite aux débats, dit que, dans la conversation qu'elle avait eue avec Galland, au lieu de Guignebaude, et au commencement de la matinée du jour du 8 septembre, cet accusé lui avait annoncé la mort de Courbon. Cette déposition s'accordait avec celle de trois autres témoins, qui déclaraient avoir entendu cette conversation; et leur force était telle, que l'on pouvait en induire que Galland avait eu connaissance de la mort de Courbon, dans un instant où il devait

absolument l'ignorer, s'il n'en avait été ni l'auteur ni le complice.

A l'audience du 6 mars, M^e Montellier requit que Lardon et la Colombette, qui déposaient plus particulièrement de ce fait, fussent conduits hors de l'enceinte de la Cour; que là, en présence des voisins et d'un de MM. les jurés, qui assisteraient à l'expérience, on fit la démonstration du lieu où était placé Lardon, respectivement à la Colombette et à Galland, lorsque Lardon aurait entendu l'annonce que Galland faisait à la Colombette, de la mort de Courbon.

La Cour rejeta ce moyen d'instruction, comme inutile et n'ayant d'autre but que d'allonger les débats.

La déposition de Peyrache donna lieu à un nouvel incident. Cet homme avait été entendu deux fois; d'abord il n'avait été produit que comme pouvant déposer d'excès que Galland aurait exercés sur sa personne : ainsi la nature même de la déclaration qu'il devait faire annonçait déjà qu'il était l'ennemi de Galland.

Quoi qu'il en soit, sa première déclaration est du 26 août 1818. On a vu que les prévenus ayant été mis en liberté, le 8 octobre 1817, avaient passé la nuit du 8 au 9 à Yssingaux, dans l'auberge Perrot; cependant ce n'est qu'au mois de novembre 1818, que Peyrache vient apprendre qu'il était lui-même à Yssingaux, dans l'auberge de Perrot, pendant la nuit du 8 au 9 octobre 1818, et qu'il a entendu les prévenus faire l'aveu de leur crime. Peyrache répéta cette déposition aux assises du Puy; et comme on lui opposait qu'il n'était point à Yssingaux les 8 et 9 octobre; que conséquemment il n'avait point paru à l'hôtel Perrot; que Perrot et les gens de sa maison déclaraient même ne l'y avoir jamais vu; pour appuyer sa déposition, Peyrache présenta, comme étant sous la date du 8 septembre 1817, une quittance de M. Labatie,

avoué, et soutint que cette pièce prouvait sa présence à Yssingeaux, au jour qu'il indiquait. La rapidité et la chaleur des débats empêchèrent de donner à l'examen de cette quittance toute l'attention qu'elle exigeait; son inspection suffisait cependant pour convaincre Peyrache d'imposture. En effet, cette pièce était bien du 8 septembre, mais de l'année mil huit cent *dix-huit*, au lieu d'être de l'année *mil huit cent dix-sept*. Mais ce fait si important n'a été découvert qu'aux assises de Riom, où Peyrache osa encore produire cette quittance, pour soutenir son imposture.

Les choses en cet état, M^e Mandet dit que la déposition de Peyrache était fausse, et requit l'arrestation de ce témoin. Il demanda en même tems que la Cour nommât des commissaires, à l'effet de vérifier si Peyrache avait pu entendre, dans l'auberge Perrot, la conversation qu'il supposait y avoir été tenue par les accusés, et si Lardon avait aussi pu entendre celle de Galland et de la Colombette, au lieu de Guignebaude. Cet incident s'était élevé à l'audience du 9 mars; mais la Cour, par son arrêt du même jour, refusa d'obtempérer à cette réquisition, en déclarant que *rien ne justifiait la fausseté* de la déposition de Peyrache, et que la vérification demandée ne pouvait produire aucun résultat.

Il est très-important de faire observer que les réquisitions des accusés étaient autorisées par l'article 330 du Code d'instruction criminelle, qui dispose que, « si, d'après les débats, la déposition d'un témoin *paraît* « *fausse*, le président *pourra*, sur la *réquisition*, soit « du procureur général, soit de la partie civile; *soit* « *de l'accusé*, et même d'office, faire mettre le témoin « en état d'arrestation..... Dans ce cas, dit l'art. 331, « les mêmes parties pourront requérir, et la Cour « ordonner, même d'office, le *renvoi de l'affaire* à la « prochaine session. »

Les accusés avaient fait leur réquisition; les dépositions de Peyrache, de la Colombette et de Lardon leur *paraissaient* fausses; mais la Cour n'obtempérant point à ces réquisitions, *jugea* que ces dépositions lui *paraissaient* vraies, et leur donna, par son arrêt, plus d'influence sur l'esprit des jurés, qu'elles n'en auraient peut-être eu, si leur véracité ou leur fausseté n'avait pas fait l'objet d'une discussion très-vive, et sur laquelle la Cour était appelée à décider. Ainsi on ne peut se dissimuler que ces dépositions n'aient puissamment servi à former la conviction des jurés.

Si l'on parcourt le procès-verbal des assises et toutes les informations, pour y découvrir les autres charges qui se présentaient contre les accusés, on y voit :

D'abord que le jury devait être incertain sur le fait de savoir ce qu'était devenu Jean Courbon, après sa sortie du cabaret Maugier. Il était déposé qu'à neuf heures du soir, quelqu'un avait heurté ou loqueté à la porte d'entrée de l'auberge Massardier; que la même personne s'était ensuite dirigée derrière la maison, et vers le lieu où le cadavre a été trouvé; que ce même soir une personne, couchant dans une chambre donnant sur le derrière de la maison Massardier, avait entendu une voix s'écrier : « Est-ce que je n'y suis pas encore? » et bientôt après un bruit semblable à celui d'un corps pesant que l'on jette ou qu'on laisse tomber. Il faut même ajouter que, dans la suite, ces expressions, « est-ce que je n'y suis pas encore? » avaient été traduites en celles-ci : « Est-ce que nous n'y sommes pas encore? » en y ajoutant la réponse : « Oui, nous y sommes », qui ferait supposer la présence de plusieurs personnes près de la fosse.

Deux inductions forcées naissent de ces faits : on Courbon, cherchant la porte de la grange Massardier, avait appuyé trop à droite, et s'était laissé tomber dans la fosse, placée à une distance de deux pieds de

cette porte; ou les assassins, qui voulaient déposer le cadavre dans la grange, ne la trouvant plus ouverté, l'avaient jeté dans la fosse, et arrangé comme on l'a vu plus haut, pour induire en erreur sur les causes de la mort.

A laquelle de ces deux inductions les jurés s'arrêteront-ils? Leur choix n'était-il pas forcé, s'ils ajoutaient quelque confiance aux dépositions de la Colombette et de Lardon, et sur-tout de Peyrache? En effet, les assassins ne s'étaient-ils pas fait connaître par leurs propres aveux?.....

MM. les jurés avaient ensuite un autre point de fait à examiner, l'emploi du tems des trois accusés pendant la soirée du 7 septembre.

Il était certain, au procès, que les accusés étaient sortis du cabaret Maugier quatre à cinq minutes après les frères Courbon. Rispal disait qu'il était de suite rentré dans son domicile; Galland et Tavernier soutenaient qu'ils s'étaient rendus au cabaret Lyonnet, où ils étaient arrivés à neuf heures et demie, plus ou moins.

Mais les dépositions de trois témoins semblaient combattre et détruire ces assertions; l'un disait être arrivé chez Lyonnet à dix heures du soir; y avoir fait ferrer son cheval; être allé ensuite à Dunières pour affaires; être revenu, à onze heures et demie, chez Lyonnet, où il avait trouvé Galland et Tavernier, qui n'y étaient entrés que depuis un petit quart d'heure. Cette déclaration paraissait en harmonie avec la déposition de celui qui avait tenu le pied du cheval, et même avec celle du cabaretier Lyonnet.

Ainsi, sur l'emploi du tems, on pouvait remarquer une contradiction entre les interrogatoires des accusés et les dépositions des témoins, et se demander ce qu'avaient fait Galland et Tavernier pendant les sept quarts d'heure qui s'étaient écoulés depuis neuf heures

jusqu'à dix heures trois quarts; et si on se rappelle l'influence que devaient avoir les dépositions de la Colombette et de Peyrache, on croira facilement que cette circonstance a été interprétée contre les accusés, et que MM. les jurés ont été convaincus que c'était pendant ce tems, que Rispal, Galland et Tavernier avaient exécuté et consommé le crime dont ils sont accusés.

Il est vrai que tous graves que ces faits pussent paraître, ils ne pouvaient suppléer au défaut de preuves de l'existence d'un corps de délit, ou plutôt à la preuve positive qu'il n'existait pas de crime; mais lorsque l'imagination est frappée d'une idée qu'elle adopte comme principale, il est difficile qu'elle ne regarde pas également comme vrai tout ce qui lui paraît n'être que l'accessoire ou la conséquence de cette première idée. Ainsi, MM. les jurés étant convaincus, par les dépositions de Peyrache et de la Colombette, de la culpabilité des accusés, n'ont pu supposer qu'il n'existât pas de crime; ils ont regardé les indices et les présomptions, qui ressortaient des dépositions de quelques témoins, comme suffisantes pour le démontrer, et détruire les preuves matérielles et positives contenues soit au procès-verbal du juge de paix, soit au rapport du médecin.

En réduisant tout ce que l'on vient de dire, on voit que la preuve de l'existence du corps de délit est résultée de la déposition de quelques témoins, qui auraient déposé de la luxation de la colonne vertébrale, de quelques taches noires ou violettes qui auraient été remarquées auprès du cou, et sur-tout de la position extraordinaire du cadavre de Courbon dans la fosse où il a été trouvé;

Que la culpabilité des accusés serait ressortie,

1° De ce que les accusés étaient hors d'état de rendre compte de l'emploi du tems qui s'est écoulé depuis

neuf heures et demie jusqu'à onze heures passées de la soirée du 7 septembre ;

2° De ce que Galland a annoncé, le 8 septembre, et avant le lever du jour, à Anne Colombette, la mort de Jean Courbon, annonce qui aurait été faite dans un tems et dans un lieu qui font supposer que Galland était l'auteur de cette mort ;

3° De ce que, dans la nuit du 8 au 9 octobre, les accusés étant à Yssingeaux, et logés dans l'auberge Perrot, ont fait, dans une conversation particulière, et qu'ils croyaient secrète, l'aveu de leur crime, aveu qui a été entendu par le nommé Peyrache.

Toutes les autres circonstances n'étaient que des adminicules insignifiants ; telles étaient les expressions : « Est-ce que je n'y suis pas encore ? » traduites en celles-ci : « Est-ce que nous n'y sommes pas encore ? » augmentées de la réponse : « Oui, nous y sommes. »

Les débats de cette affaire ont duré depuis le 4 jusqu'au 9 mars inclusivement.

A cette dernière audience, le jury ayant déclaré que les accusés Galland et Rispal étaient coupables d'avoir commis, sur la personne de Jean Courbon, un homicide volontaire, et sans préméditation ; d'avoir transporté son cadavre dans une fosse attenante à l'auberge Massardier ; et Tavernier ayant été déclaré complice des mêmes faits, mais avec les circonstances atténuantes, qu'il avait agi *non volontairement*, l'arrêt de la Cour d'assises du Puy condamna

Galland et Rispal aux travaux forcés à perpétuité, et à la flétrissure ;

Et Tavernier à une année d'emprisonnement.

Galland et Rispal se pourvurent en cassation. Les efforts généreux de M^e Odillon-Barrot, si avantageusement connu par des talens qui le plaçant au premier rang du barreau français, n'ayant pu réussir, les condamnés implorèrent la clémence du Roi. Mais un

monarque aussi éclairé ne pouvais oublier que le droit de faire grâce serait nuisible à la société, si le Souverain n'en usait avec sagesse; aussi, comme le crime dont les condamnés étaient convaincus ne pouvait être excusé; qu'il portait, au contraire, avec lui tous les caractères de la plus froide perversité, leur requête en grâce fut rejetée, et l'arrêt exécuté dans toute sa rigueur.

On arrive à un nouvel ordre de faits.

Les accusés soulevèrent la pierre de la tombe qui semblait devoir les ensevelir à jamais; leurs gémissements, répétés par une sœur, une épouse aussi sensible que courageuse, furent entendus de la Justice, et une nouvelle procédure commença.

Rispal et Galland renouvelèrent la plainte qu'ils avaient portée devant la Cour d'assises du Puy. Ils dirent :

1° Qu'Anne Colombette avait déposé fausement, en déclarant que Galland lui avait dit, le 8 septembre 1817, et à la pointe du jour, qu'il s'était levé plus matin qu'elle, et qu'on avait trouvé l'ainé Courbon, du Mazet, mort derrière la maison Massardier;

2° Qu'Etienne Lardon en avait aussi imposé, en disant qu'il avait entendu, le même jour, à la même heure, et lorsqu'il labourait, la conversation tenue entre Galland et la Colombette;

3° Que Joseph Aulanier et Pierre Celette avaient également menti, lorsqu'ils avaient déposé que, le même jour, à six heures du matin, Lardon leur avait annoncé, chez lui, ce que Galland venait de dire à la Colombette;

4° Enfin, que Peyrache avait fausement déposé aux assises du Puy, en soutenant avoir couché, pendant la nuit du 8 au 9 octobre, dans l'auberge de Perrot, à Yssingeaux, et y avoir entendu les trois condamnés parler de leur crime, et en faire l'aveu.

Le 20 décembre 1819, la chambre du conseil du

tribunal d'Yssingeaux ordonna qu'il serait poursuivi et informé sur cette plainte, et que le tribunal procéderait, en corps, aux opérations nécessaires pour vérifier les dépositions de la Colombette, Lardon et Peyrache.

Le 20 janvier 1820, la dame Rispal, née Galland, épouse et sœur des condamnés, demanda, par une requête, à être autorisée à faire toutes les observations nécessaires dans l'intérêt de son frère et de son époux. Cette autorisation lui ayant été accordée, la procédure en faux témoignage commença; et, par suite de l'instruction qui a eu lieu, Peyrache a été condamné comme faux témoin.

Tout est précieux dans cette procédure, qui a été faite avec un soin particulier. Le juge d'instruction, réuni au magistrat du parquet, a pris les moyens propres à expliquer tout ce qui pouvait paraître douteux ou équivoque. Les plans des localités ont été levés avec soin; les experts et les hommes de l'art ont opéré en présence des magistrats et des prévenus; les prévenus et les témoins ont été entendus sur les lieux; on a tenu note de tous les détails et des moindres explications, de manière que l'on peut dire que rien n'a été négligé pour parvenir à la découverte de la vérité.

Le besoin de la cause pourrait peut-être exiger un examen approfondi de toutes les pièces de cette volumineuse instruction. Il ne serait pas sans intérêt de connaître comment la justice est parvenue à soulever successivement les voiles plus ou moins épais qui couvraient la vérité; mais comme le tems pourrait manquer pour un travail aussi long, on se réduira à exposer, dans quelques paragraphes, ce qui tient le plus directement à la cause, et à faire connaître les nouvelles découvertes, qui ont anéanti les faits qui semblaient avoir entraîné la conviction de MM. les jurés de la Haute-Loire.

Chacun de ces paragraphes servira à-la-fois à détruire une erreur de fait, et à prouver une vérité contraire. Ainsi l'analyse de cette procédure établira :

1° Que non-seulement Jean Courbon n'est pas mort assassiné, mais encore qu'il a succombé à une attaque d'apoplexie ;

2° Que, loin qu'il y ait du doute sur la conduite des trois beaux-frères, dans la soirée du 7 septembre, et pendant le tems qui s'est écoulé de neuf heures à onze heures, les localités, les faits et les témoins se réunissent pour montrer que ce tems a été employé, par les trois beaux-frères, d'une manière si innocente, que l'on ne pourrait leur imputer la mort de Courbon; lors même qu'il serait établi que ce malheureux a été victime d'un assassinat ;

3° Que la déclaration de la femme Colombette n'est pas vraie; qu'elle est repoussée par l'examen des localités, et par les dépositions des témoins; que la déposition de Lardon est tout aussi fausse; que cette fausseté est démontrée par les distances, la position des lieux, et celle des interlocuteurs ;

4° Enfin, que le condamné Peyrache est un vil imposteur, qui n'a rien entendu et ne pouvait rien entendre, puisqu'il n'était ni à l'auberge Perrot, ni même à Yssingaux, dans la journée et dans la nuit du 7 au 8 octobre.

Il faut se hâter de développer ces propositions, dont la réunion démontre complètement l'erreur de MM. les jurés de la Haute-Loire.

NON EXISTENCE D'UN CORPS DE DÉLIT.

Ici, il faut se remettre sous les yeux le procès-verbal de M. le juge de paix et le rapport du médecin, qui sont, l'un et l'autre, sous la date du 8 septembre 1817. (Voir les pièces justificatives). Ces deux pièces se réunissent, comme on le sait, pour établir que Jean Courbon était décédé des suites d'une attaque d'apoplexie. Lorsque, plus tard, on a voulu équivoquer sur la preuve qui résultait de ces deux procès-verbaux, M. le procureur du Roi a consulté le docteur Bergeron, qui a répondu que si Courbon était mort par suite de la rupture de la colonne vertébrale, ce point de fait pouvait encore être vérifié, quoique le cadavre fût inhumé depuis trois mois. La justice a négligé ce moyen d'instruction, et s'en est tenue à la déposition de quelques témoins, qui soutenaient avoir observé des choses propres à anéantir les résultats établis par les procès-verbaux.

Lors de la procédure en faux témoignage, M. le substitut du procureur du Roi, à Yssingaux, spécialement chargé de cette instruction, réunit tous ces documens. Le procès-verbal, le rapport, les dépositions de tous les témoins entendus dans la première instruction ou aux assises, un dessin figuratif de la position de Courbon sont transmis, par ce magistrat, aux docteurs Darle et Debrie, médecins à Yssingaux, avec un Mémoire à consulter, explicatif de tous les faits, où M. le procureur du Roi demande, « si la *mort de Courbon* et
« la *position extraordinaire* de son cadavre, dans la
« fosse où il a été trouvé, ne peuvent s'expliquer que
« par le fait d'un crime, ou bien si on ne pourrait
« pas trouver la cause de cette mort et de cette posi-
« tion, dans un *accident naturel*, provenant de la

« chute de Courbon dans la fosse, et de ses efforts à se
« relever, sa tête appuyant à terre, comme font les
« ivrognes. »

Le 11 juillet 1820, les deux docteurs font leur rapport, et répondent,

Que la mort et la position de Courbon peuvent et doivent s'expliquer par *tout autre fait* que par celui d'un *crime* ;

Que Courbon est *probablement* mort ou par l'effet de la *congestion du sang au cerveau, résultat de l'ivresse* et de sa *position*, ou par suite de la *luxation* des vertèbres, qui aurait été *produite* par la *chute* de Courbon, ou par *ses efforts* pour se relever ;

Qu'il est certain qu'il n'y a *point* eu de *violences* exercées sur la personne de Courbon; qu'il faut s'abstenir de se livrer aux *suppositions* et aux *hypothèses*, pour ne s'arrêter qu'aux *signes* qui *indiquent* si *ÉVIDEMMENT UNE MORT NATURELLE* (Voir les pièces justificatives.)

Ce rapport, fait par ordre de la justice, prouvait tout ce qu'il était nécessaire de connaître sur ce point de fait; il faisait cesser tous les équivoques que M. le juge de paix et quelques témoins s'étaient permis d'élever sur les opérations du docteur Thomas. Désormais il n'était plus permis de soutenir, au moins légalement, que Courbon eût été victime d'un assassinat.

Mais la prévention jette des racines si profondes, ses fruits sont si amers, que les épouses et les conseils des condamnés crurent ne devoir négliger aucun effort pour la détruire, ou au moins pour la combattre avec avantage.

Des Mémoires à consulter sont rédigés avec soin; on y joint les pièces et documens que les docteurs Darle et Debric avaient eus sous les yeux; on les transmet aux médecins de notre tems les plus versés dans l'art

de la médecine légale, et on les interroge sur les causes de la mort de Courbon.

M. Fodéré, professeur de médecine légale à Strasbourg, et auteur d'un Traité qui est à-la-fois le résumé de la science sur cette matière, et un recueil d'observations nouvelles aussi justes que profondes, adopte et approuve une consultation rédigée par le docteur Richond, sous-aide-major à l'hôpital militaire d'instruction de Strasbourg.

Ce jeune docteur, dans deux Mémoires étincelans de beautés, examine les causes réelles de la mort de Courbon : il déclare d'abord qu'il est mort d'apoplexie. Portant ensuite ses regards investigateurs sur les faits avancés par les témoins, et sur les autres causes présumées de cet événement, la science, les exemples et le raisonnement lui servent à démontrer qu'il est impossible que la mort de cet homme soit la suite de la strangulation, de la suffocation, ou de la luxation des vertèbres; il prouve enfin que la position du cadavre de Courbon ne peut être l'effet d'une impulsion communiquée; elle est, au contraire, une de celles que Courbon, succombant à une attaque d'apoplexie, pouvait prendre; et cette position est elle-même une preuve qu'il n'y a point eu de luxation des vertèbres (Voir les pièces justificatives.).

Ce travail si précieux, et qui doit être placé à côté des consultations médico-légales données par les plus grands maîtres, est ensuite soumis à l'examen du docteur Caizergues, professeur à l'école de médecine de Montpellier. Ce savant observateur, en déclarant, dans sa consultation du 15 février 1821, que Courbon est mort d'apoplexie, ajoute qu'elle a été causée par un excès de liqueurs; que le genre de mort et sa cause sont également prouvés par la contraction ou la rigidité des membres, et par le reste de chaleur qui se faisait remarquer dans le cadavre au moment où on

l'a découvert; qu'enfin l'état de rigidité des membres rend raison de la situation du corps, et éloigne toute idée de luxation, qui, loin d'opérer une contraction, aurait, au contraire, laissé le cadavre dans un état de relâchement et de paralysie (Voir les pièces justificatives).

Les docteurs Lucas et Marc, tous les deux membres de l'académie royale de Montpellier; le premier, inspecteur des eaux minérales de Vichy, et le second, médecin-juré-expert à Paris, examinent à leur tour toutes les pièces, rapports, documens, et opinions dont on vient de donner l'extrait.

Leur consultation, qui est du 11 mars 1821, est au-dessus des éloges. Que dire, en effet, qui puisse rendre dignement les impressions que ce beau travail fait éprouver, lorsqu'on trouve l'amour de l'humanité réuni à la science qui éclaire l'esprit : il faut admirer et se taire! Dans cette consultation, qui doit être lue avec la plus grande attention, les docteurs concluent, DE LA MANIÈRE LA PLUS POSITIVE, ET AVEC UNE CERTITUDE MATHÉMATIQUE, que Courbon est décédé de mort naturelle, et qu'il n'y a point eu de violence exercée sur sa personne; que cet infortuné est mort d'apoplexie; ce qui est prouvé par son organisation, par l'état d'ivresse dans lequel il était, et par la position de son corps dans la fosse où il a été trouvé (Voir les pièces justificatives).

Si, plus tard, les condamnés ou leurs conseils désirent encore quelques explications sur la position du cadavre de Courbon, le docteur Lucas répond, le 4 mai 1821, « que cette position n'a pu être acquise et conservée
« que par une *mort apoplectique*; qu'il s'était pénétré
« de l'importance de la mission qui lui était confiée,
« et des devoirs que lui imposait sa conscience; qu'il
« avait senti le danger de la légèreté, dans l'examen
« d'une question qui *doit rendre à la société* des

« *assassins*, ou délivrer d'un jugement... des *innocens*.
 Cette lettre se termine ainsi : « NOUS PROTESTONS, DEVANT
 « DIEU ET LA JUSTICE, DE NOTRE CONVICTION DE LA MORT
 « NATURELLE ET APOLECTIQUE DE JEAN COURBON. »

Voici cependant la chimère que l'on a poursuivie : le crime qui a été créé par l'ignorance et la précipitation. Il n'existe pas, ce crime; mais les malheureuses victimes de cette cruelle supposition sont flétries et languissent encore dans les fers! Que de maux évités, si une sage prévoyance eût inspiré aux magistrats l'heureuse idée de dissiper les doutes qui paraissaient s'élever sur l'existence du corps de délit; si du moins une louable circonspection eût arrêté le glaive de la justice, au moment où les accusés protestaient de leur innocence, et accusaient à leur tour des témoins de fausseté! *Nulla unquam de morte hominis cunctatio longa est.* JUVÉNAL, sat. 6, v. 139.

§ II.

EMPLOI DU TEMS DES TROIS BEAUX-FRÈRES.

Pour comprendre la démonstration qui doit faire l'objet de ce paragraphe, il est indispensable de se remettre sous les yeux ce qui a déjà été dit sur certains points de localités du bourg de Dunières, et d'y ajouter les explications suivantes :

Si, partant du cabaret Maugier et en suivant la rue de Dunières, on s'arrête à la porte d'entrée de la maison Rispal, située à l'autre extrémité et à droite de cette rue, on peut, en se fixant sur un point auprès de cette porte, se faire l'idée de deux sentiers, l'un à droite, et aboutissant au chemin du Mazet, suivi par Pierre Courbon, qui cheminait *en chantant*, lorsque son frère eut quitté le char qui était au-devant de la forge

Maugier; l'autre à *gauche*, aboutissant au chemin de Dunières à Saint-Etienne, et que les accusés déclarent avoir suivi pour se rendre au cabaret Lyonnet, situé sur cette route, et à quelque distance de Dunières. Une croix, placée à soixante pas de ce bourg, est le sommet de l'angle que décrivent ces deux routes, à partir de ce point.

La forge Maugier est à gauche de la rue de Dunières; sur la droite de cette forge, et en descendant de ce point pour se rendre sur la place publique, où est située la maison Maugier, se trouve la maison de Françoise Colombette; sur la gauche de la même forge, et en suivant la rue pour arriver à la maison Rispal, se trouvent la maison du sieur Marnas, percepteur, et une grange attenant à cette maison, et placée dans un enfoncement. Cette grange était, en 1817, habitée par Catherine Barlet. La place publique, sur laquelle est situé le cabaret Maugier, la maison Colombette, la forge Maugier, la maison Marnas et la maison Rispal, sont disposés de telle manière, que de la maison Colombette on peut voir, d'un côté, ce qui se passe au point occupé par la forge Maugier, et, de l'autre, à celui de la place publique, qui correspond le plus directement à l'auberge Maugier; que, de l'extrémité de la maison Marnas, on peut également voir ce qui se passe à la forge Maugier, et, d'un autre côté, suivre de l'œil le passant qui parcourrait la rue, jusqu'à l'extrémité de la maison Rispal; point où commencerait la diagonale tracée sur la place publique, et qui conduirait, de l'angle de cette dernière maison, à la porte d'entrée de la maison Massardier.

C'est le moment d'extraire les dépositions des témoins qui étaient placés à ces divers points, et à l'auberge Lyonnet.

On y apprend les faits suivans :

1° Les deux frères Courbon ont été vus sortant

ensemble du cabaret Maugier , et allant jusqu'à la forge Maugier , où ils se sont arrêtés ;

2° Après que Pierre Courbon eut quitté son frère pour retourner au cabaret Maugier , Jean Courbon a été vu passant devant un témoin , et se dirigeant vers la maison Massardier ;

3° Pierre Courbon a été vu revenant de l'auberge Maugier , marchant assez vite , et faisant , comme il l'a dit lui-même , son chemin *en chantant* ;

4° Le chant de Pierre Courbon a été entendu vers la maison Lemoine , située à l'extrémité du village , et près de la route de Saint-Etienne ; il a été entendu quelques petits momens après que l'on fut venu heurter à la porte d'entrée de la maison Massardier , et qu'on se fut dirigé sur le derrière de cette maison ; il a enfin été entendu sur la route du Mazet , et à un point qui n'est distant que de trente-huit pas de la maison Lyonnet. Dans ce moment , Lyonnet faisait boire son cheval à la rivière.

Si l'on interroge les enquêtes relativement aux accusés , elles apprennent ,

1° Que les trois beaux-frères , qui étaient restés chez Maugier après la sortie des frères Courbon , ne quittèrent ce cabaret qu'après la seconde sortie de Pierre Courbon , qui y était venu recommander de ne plus donner de vin à Jean son frère ;

2° Que les trois beaux-frères , qui étaient accompagnés de l'enfant de Rispal , marchaient doucement ; qu'arrivés à la maison Rispal , on a entendu ce dernier dire *adieu* à ses deux beaux-frères ; qu'on l'a vu immédiatement rentrer chez lui avec son enfant , et fermer sa porte ;

3° Que Galland et Tavernier ont continué leur chemin ; qu'ils ont été vus ayant dépassé les maisons Lemoine et Massardier (qui sont , à droite et à gauche de la rue , les deux dernières de Dunières , et attendant

aux routes du Mazet et de Saint-Etienne), et se dirigeant vers le cabaret Lyonnnet, en prenant la route de Saint-Etienne;

4° Que Galland et Tavernier sont arrivés chez Lyonnnet moins d'un quart heure après que ce dernier aurait entendu le chant de Pierre Courbon, fait qu'il aurait raconté à deux témoins avant l'entrée des deux beaux-frères ;

5° Qu'arrivés chez Lyonnnet, les deux beaux-frères ont bu ensemble près de deux heures, au moins; qu'ensuite Tavernier est resté chez Lyonnnet, où il a couché, et que Galland est parti pour Maltaverne.

On peut déduire de ces faits des conséquences aussi simples qu'évidentes.

Les trois beaux-frères accusés étaient à l'auberge Maugier, lorsque les deux frères Courbon en sont sortis pour la première fois. Ces malheureux étaient encore dans ce cabaret au moment que Pierre Courbon est venu défendre à Maugier de donner encore du vin à Jean : ils n'ont point suivi Pierre Courbon lors de cette seconde sortie; donc *ils n'avaient point le dessein de rechercher, de rencontrer, et encore moins d'attaquer Jean Courbon, qu'ils devaient supposer être sous la garde de son frère.*

Jean Courbon avait profité de l'absence de son frère pour se relever du char qui était placé devant la forge Maugier; il s'était immédiatement dirigé sur la maison Massardier; il avait loqueté à la porte d'entrée de cette maison; il s'était même rendu sur le derrière de ce cabaret, et s'était probablement laissé tomber dans la fosse au moment que Pierre Courbon, revenant de chez Maugier, traversait le village et continuait sa route sur le Mazet, *en chantant* pour attirer son frère; donc *Pierre Courbon n'avait été assailli par personne; il s'était rendu de son plein gré à la maison Massardier; sa chute et sa mort n'étaient et*

ne pouvaient être que l'effet et la suite d'un accident.

Rispal, Galland et Tavernier n'avaient quitté le cabaret Maugier que cinq ou six minutes après la seconde sortie de Pierre Courbon. Dans ce moment, Jean Courbon avait disparu ; il était derrière la maison Massardier, où son cadavre a été retrouvé le lendemain ; *donc les accusés ne l'ont point rencontré, ne l'ont point attiré ou conduit dans la maison Rispal pour lui donner la mort, et ne l'ont point transporté dans la fosse où il a été retrouvé.*

Les trois accusés sont sortis du cabaret Maugier avec l'enfant Rispal. Rispal, après avoir salué ses deux beaux-frères, est rentré dans son domicile. Galland et Tavernier ont pris la route de Saint-Etienne, et sont arrivés à la maison Lyonnet peu de tems après que les chants de Pierre Courbon s'étaient fait entendre ; *donc Rispal était dans sa maison lorsque Jean Courbon était derrière l'auberge Massardier ; donc Galland et Tavernier étaient sur la route qui conduit chez Lyonnet, au moment où Pierre Courbon, venant de quitter son frère, se rendait, en chantant, de Dunières au Mazet ; et comme il est établi que Tavernier a couché chez Lyonnet, et que Galland n'a quitté ce lieu que pour se rendre à Maltaverne, il est aussi évident que les accusés n'ont pu se réunir à Dunières, de neuf heures et demie à onze heures du soir, pour concevoir et exécuter un crime.*

L'emploi du tems des trois beaux-frères est bien justifié. Le chant de Pierre Courbon, rapproché des circonstances moins connues, dissipe toutes les obscurités qui pourraient les envelopper ; et s'il s'est élevé quelques doutes sur ce point important, cela tient, d'une part, à la difficulté que les habitans de la campagne éprouvent à énoncer, d'une manière positive, l'heure fixe de la nuit ; et, de l'autre, au peu d'attention que l'on a mise à rapprocher les dépositions des

678 172

témoins du fait constant et avoué, *le chant de Pierre Courbon.*

Ces vérités sont si simples, que ce n'est pas sans déplaisir que l'on se voit obligé de les démontrer: Comment ont-elles pu échapper aussi long-tems à l'œil vigilant de la justice? comment, sur-tout, M. le juge de paix, qui, dans cette trop célèbre affaire, a donné tant de renseignemens; qui, à chaque instant, pouvait interroger les lieux, les circonstances et les hommes, n'est-il parvenu à découvrir que des élémens d'erreur, lorsque la vérité était si facile à saisir? M. le juge de paix insistait fortement sur le non emploi du tems. Cette circonstance, si souvent rappelée et commentée dans toutes ses lettres, était, par la confiance qu'il devait inspirer, regardée comme chose constante. Si cependant ce fait faux a pu influencer sur la conviction du jury, quel regret ne doit point avoir celui qui pouvait si facilement le rectifier, et qui, pour se convaincre de l'innocence des accusés, n'avait, en se rappelant le *si judicas, cognosce*, qu'à donner à l'examen de la défense et de leurs moyens de justification, un des nombreux instans qu'il accordait avec tant de bienveillance à leurs ennemis et à leurs accusateurs!

§ III.

DÉPOSITIONS DE JEANNE COLOMBETTE, LARDON, AULANIER ET CELETTE.

La femme Colombette avait déposé qu'à la pointe du jour du 8 septembre 1817, l'accusé Galland, passant par Guignebaude, lieu où elle demeure, lui avait annoncé la mort de Courbon, en ces termes: « L'ainé Courbon, du Mazet, a été trouvé mort « derrière la maison Massardier. »
Cette déposition, qui n'avait été faite qu'à l'au-

679 250

dience de la Cour d'assises, quoique la Colombette eût été entendue dans l'instruction, pouvait paraître suspecte, soit par les circonstances qui l'accompagnaient, soit par la mauvaise réputation du témoin; mais elle était soutenue,

Par Etienne Lardon, qui déclarait avoir entendu, en labourant, la conversation de Galland et de la Colombette,

Et par Joseph Aulanier et Pierre Celette, qui déposaient que Lardon leur avait annoncé, sur les six heures du matin du 8 septembre, et dans sa propre maison, ce que Galland venait de dire à la Colombette.

C'est ce corps de preuves, que la plainte en faux témoignage des condamnés soumettait à l'examen de la justice. Mais avant de suivre l'instruction, il faut essayer de donner une idée des localités, en consultant un plan qui a été levé en vertu d'ordonnance du juge.

Le lieu de Guignebaude est situé dans la commune de Dunières; la maison de la Colombette est placée dans le petit vallon qui porte ce nom; à une certaine distance, et *sur les derrières* de cette maison, est une côte ou monticule qui sépare deux vallons; et au-delà du second vallon, existe encore un autre monticule, où est situé le village de Cublaise.

Près de la maison de la Colombette, et au-devant de sa porte d'entrée, passe un chemin conduisant de Guignebaude à Maltaverne, domicile de l'accusé Galland.

La femme Colombette, suivant sa déposition devant la Cour d'assises, était au-devant de la porte d'entrée de sa maison, lorsqu'elle a eu avec Galland la conversation dont elle a déposé; et Lardon aurait entendu cette même conversation, en labourant dans une terre située sur la côte qui domine le vallon, où la maison de la Colombette est placée.

Le 28 janvier, une première ordonnance est rendue:

660

elle porte qu'il sera procédé à la vérification des positions respectives de la femme Colombette, Galland et Lardon, au moment de la conversation présumée, et que MM. le juge d'instruction et le procureur du Roi se transporteront sur les lieux, pour y recevoir les déclarations de la Colombette et de Lardon.

Ce transport a lieu le 29 janvier, et le procès-verbal atteste :

Que la Colombette s'est placée à neuf pas de sa maison, sur le *derrière*, et a indiqué la position de Galland, à vingt-huit pas d'elle.

On voit déjà que cette femme se mettait en contradiction avec elle-même; que non-seulement elle quittait la porte de sa maison, et se plaçait sur le derrière, pour se mettre en vue de Lardon, mais encore qu'elle s'éloignait de neuf pas du derrière de sa maison, pour se rapprocher de cet homme. Elle avait aussi grand soin, en éloignant Galland du chemin de Guignebaude à Maltaverne, de lui donner une position qui le rapprochât le plus possible de Lardon.

Cet homme, à son tour, indiqua le point qu'il occupait sur la terre de la cime de la côte, lorsqu'il avait entendu la conversation de Galland et de la Colombette. Il déclara qu'il *attelait ses vaches*, lorsque Galland passa et parla. Il avoua cependant n'avoir pas vu Galland. La distance de Lardon à Galland, si l'on s'en rapporte aux indications données par la Colombette et Lardon, serait de deux cents mètres, et celle de la Colombette à Galland, de vingt-quatre mètres.

Les indications données par la Colombette et Lardon pouvaient être vérifiées. Différentes personnes étaient en état de donner des renseignemens précieux sur ce qui s'était passé dans la matinée du 8 septembre. Les unes, en effet, travaillaient des terres au-dessous de celles de Lardon, et sur un point plus rapproché du vallon

où est située la maison de la Colombette, tandis que d'autres labouraient sur un terrain bien plus éloigné, et sur la côte, où est situé le village de Cublaise; mais qui, étant plus élevées, avaient nécessairement vue sur la côte où labourait Lardon.

Des informations devenant indispensables, des témoins sont entendus, les 10, 11, 14, 18, 22, 23, 25 février, et 13 mars 1820. Il faut en faire connaître les résultats, en les rapportant à chacun des individus qu'elles regardent.

Relativement à *Anne Colombette*, ces enquêtes apprennent :

1° Que cette femme, causant avec sa famille, *au moment où elle a quitté Galland*, ne lui a pas rapporté le propos qu'elle a ensuite imputé à cet homme;

2° Que la fille de la Colombette lui a reproché la déposition qu'elle avait faite à la Cour d'assises du Puy; que d'ailleurs Galland n'avait jamais demandé autre chose à la Colombette, que de dire la vérité;

3° Que, jusqu'à la veille de sa déposition devant la Cour d'assises, la Colombette a assuré à plusieurs témoins, que jamais Galland ne lui avait parlé de la mort de Courbon, dans la matinée du 8 septembre.

Quant à *Lardon*, on lit dans les mêmes informations :

1° Que dans la matinée du 8 septembre, cet homme ne labourait point à l'endroit qu'il a indiqué, mais bien dans une terre plus éloignée;

2° Que Lardon n'a appris la mort de Courbon que chez un nomme Escoffier, où il travaillait; que cette nouvelle ne lui a été donnée qu'à dix heures du matin.

Quant à *Aulanier* et *Celette*, les dépositions annoncent :

1° Qu'un témoin leur a appris, le 8 septembre, à neuf heures du soir, la mort de Courbon, tandis qu'ils disent que Lardon la leur avait annoncée à six heures de la matinée du même jour;

2° Que Lardon, avant d'aller déposer à Yssingaux, était allé voir Aulanier; que leur entrevue leva tous les doutes que Lardon se faisait sur ce qu'il avait à dire.

On doit placer ici, comme remarque essentielle, que ce dernier fait s'accorde parfaitement avec le contenu en une des lettres de M. le juge de paix, et qu'il paraît certain que Lardon, avant sa conversation avec Aulanier, avait constamment déclaré qu'il n'avait rien entendu, ou qu'au moins il refusait de s'expliquer. Il faut aussi dire que Lardon, ayant été arrêté et interrogé, avoua que, le jour même où il devait se rendre à Yssingaux, et avant sa déposition, il était allé chez Aulanier, pour s'assurer de ce qu'il avait dit à ce dernier.

Des réflexions propres à faire sentir combien devaient paraître suspectes les dépositions de ces quatre individus, seraient ici inutiles et oiseuses.

Le 27 avril 1820, la chambre du conseil ordonna que, le 4 mai suivant, la justice se transporterait au lieu de Guignebaude, à l'effet de vérifier si Lardon avait pu entendre la conversation tenue par Galland et la Colombette; elle voulut en même tems que trois experts, les sieurs Monnet, de Retournac; Mathieu, de Bas, et Brenas, d'Yssingaux, procédassent à cette expérience; enfin l'ordonnance porte que M. le juge de paix de Montfaucon sera appelé à cette visite.

Une question se présente ici d'elle-même : Qu'avait à faire le juge de paix dans cette opération? Elle était ordonnée par une autorité bien supérieure à la sienne. MM. le juge d'instruction et le procureur du Roi devaient y assister; elle devait être faite par trois hommes de l'art, ayant la confiance du tribunal et du public : la présence de M. le juge de paix était donc au moins superflue.

Mais cet officier de police judiciaire avait cru devoir donner de nouvelles preuves de son zèle.

Le 26 août 1819, il s'était transporté à Guignebaude; et là, sans mission, sans réfléchir qu'il n'avait aucune compétence pour agir, il s'était permis une opération dont il annonçait les résultats, comme étant entièrement avantageux à Lardon et à la femme Colombette. Cela ne paraîtra point extraordinaire, lorsque l'on saura que M. le juge de paix, sans doute pour assurer le succès de son opération, avait arrangé les choses de telle manière, que, d'une part, l'interlocuteur qui représentait Galland adressait la parole à Lardon, au lieu de parler à la Colombette, et que, de l'autre, le représentant de Galland s'était placé à soixante pas de la Colombette, tandis qu'il ne devait en être qu'à dix-huit. Ce moyen ingénieux donnait à Lardon toutes les facilités possibles pour entendre, puisque c'était à lui que l'on parlait; puisqu'il en était prévenu; puisqu'enfin l'interlocuteur avait été placé à une distance, d'où Lardon pouvait facilement saisir ses pensées et ses expressions. Il faut en convenir: M. le juge de paix réunit à l'art d'assembler les présomptions et les indices qui accusent, celui, plus difficile peut-être, de préparer les moyens qui peuvent paralyser et détruire l'accusation la mieux fondée.

Quoi qu'il en soit, le transport à Guignebaude, qui devait avoir lieu le 4 mai, fut précédé d'une nouvelle information; et l'on peut extraire du procès-verbal d'audition des témoins, qui est sous la date du 29 avril 1820, le fait essentiel :

Que Galland, qui, le 8 septembre, et à l'aube du jour, aurait parlé à la Colombette de la mort de Courbon, n'en aurait rien dit un quart-d'heure après, causant avec un de ses amis, et que ce dernier n'aurait lui-même appris cette nouvelle à Cublaise, qu'à neuf heures du matin du même jour.

Le 4 mai 1820, les expériences qui devaient être faites au lieu de Guignebaude commencèrent. M. le juge d'instruction avait eu le soin d'y faire trouver les témoins qui pouvaient faire connaître la vraie position de Lardon, et l'instant précis où cet homme aurait appris la mort de Courbon.

Ces témoins furent entendus sur les lieux, et *confrontés* avec Lardon. Les uns soutinrent que ce dernier ne travaillait pas à la terre de la cime de la côte, et au point qu'il avait indiqué aux magistrats, le 29 janvier, mais bien à la terre du Prat, et à un point plus élevé et plus éloigné que le premier, de quarante-cinq mètres de celui supposé occupé par Galland.

L'opération des experts apprend ensuite qu'entre le point indiqué par Lardon, comme occupé par lui au moment de la conversation de Galland et de la Colombette, et celui où les témoins le placent, il existe un rocher et une pente qui interceptent la vue, de manière à empêcher de voir Guignebaude, à l'endroit sur-tout où Lardon et la Colombette faisaient placer Galland.

Un autre témoin assure qu'il avait employé Lardon à travailler, pendant la journée du 8 septembre, et que c'est dans la maison de ce témoin, que Lardon a appris, à dix heures du matin, la nouvelle de la mort de Courbon.

Il est ensuite procédé aux opérations qui étaient l'objet du transport de la justice et des experts. On a grand soin de conserver les positions que la Colombette avait indiquées, comme occupées par elle et Galland dans l'instant de leur conversation. On place aussi successivement Lardon sur le point qu'il disait avoir occupé pendant cette conversation, et sur celui désigné par les témoins, et on se convainc bientôt qu'à quel-
qu'endroit que Lardon se place, il est impossible qu'il

ait entendu la conversation de Galland et de la Colombette.

Comment, en effet, supposer que celui qui adresse la parole à un interlocuteur placé à trente pas de lui, prendra, sans nécessité, un ton de voix assez élevé pour être entendu à deux cents pas, c'est-à-dire sept fois plus loin? Ne sait-on pas que la voix, cet organe si flexible, se modifie suivant les distances, et qu'il est rare qu'elle s'élève beaucoup au-dessus de ce qui est nécessaire pour être entendu? D'un autre côté, il ne suffit pas toujours d'avoir des oreilles pour entendre, il faut encore prêter son attention à ce qu'on dit; et l'homme qui est sérieusement occupé d'un objet, n'entend pas le plus souvent ce qui se dit à côté de lui.

Lardon, pressé par ces dépositions de témoins et par les vérifications auxquelles il assistait comme partie, cherchait à en repousser les conséquences inévitables, en disant qu'au moment où il avait entendu la conversation de Galland et de la Colombette, le soleil n'était point encore levé; que le tems était calme et serein; tandis que l'expérience n'avait lieu qu'à dix ou onze heures du matin, et que dans cet instant il faisait vent. Mais ces différences, si elles existaient, ne trouvaient-elles point leur compensation dans la circonstance, qu'au moment de l'expérience; Lardon savait ce qu'on voulait faire, et était prévenu de tout à mesure que l'on opérait; tandis qu'au moment où il aurait entendu la conversation de Galland, il était occupé de son travail, et que rien ne pouvait fixer son attention sur l'arrivée et la présence de cet homme auprès de la Colombette.

On ne peut que rendre hommage à la sagesse et à la prévoyance des magistrats qui ont dirigé cette instruction; mais ce qui vient d'être dit conduit à l'idée que la justice pouvait adopter un mode d'opérations

bien plus conforme aux intérêts de la plainte qui avait été portée par les condamnés.

En effet, étant acquis au procès, que Lardon liait ou attelait ses vaches au moment où il a entendu la conversation de Galland (qu'il ne voyait pas) avec la Colombette, la véritable expérience à faire pour s'assurer de la vérité, ou même de la possibilité du fait déposé, n'était-elle pas de placer, sans les prévenir, trois individus, l'un liant *des vaches* au point supposé occupé par Lardon, et les deux autres aux points supposés occupés par Galland et par la Colombette; d'engager ensuite ces deux derniers à ouvrir entr'eux une conversation à haute voix; et, dans cette hypothèse, croira-t-on que le représentant de Lardon pût entendre cette conversation, lorsque, dans une expérience toute favorable à Lardon, on le voit lui-même, quoique bien prévenu de ce qui allait se passer, être obligé d'avouer qu'il n'avait pu saisir le moindre mot de ce qui se disait aux lieux occupés, suivant lui, par Galland et la Colombette.

De nouvelles informations succèdent à cette opération. Il faut encore extraire des procès-verbaux, qui se trouvent sous les dates des 19, 20 et 24 du même mois, les faits suivans :

1° Que la Colombette a une très-mauvaise réputation ;
 2° Que cette femme n'était pas, le 8 septembre, au point qu'elle a indiqué, sur *le derrière* de sa maison; qu'elle se trouvait, au contraire, placée, toute déshabillée, à un autre point indiqué, sur *le devant* de la même maison ;

3° Que la conversation de Galland et de la Colombette a été écoutée par la sœur de cette dernière, qui n'a pas entendu Galland parler de la mort de Courbon.

Le second fait était propre à rappeler une circonstance bien précieuse, et qui, jusqu'à ce moment, paraissait avoir échappé à l'attention des magistrats ;

647

on veut parler de la déposition écrite, de la Colombette, sous la date du 7 janvier 1818, qui se réunit à une lettre de M. le juge de paix, du 24 novembre 1817, pour prouver que cette femme était *devant sa porte* au moment de la conversation qu'elle avait eue avec Galland.

Les conséquences immédiates à déduire de ce fait positif étaient,

Que la Colombette ne pouvant être placée *derrière* sa maison, et au point qu'on avait indiqué à M. le juge d'instruction, Galland devait, à son tour, être mis dans une position qui le rapprochât de la Colombette ;

Que le nouveau point où il devenait indispensable de placer Galland, l'éloignant de Lardon, rendait l'audition de sa conversation encore plus impossible ;

Qu'ainsi tout cela prouvait que les positions indiquées à M. le juge d'instruction, lors de son transport, du 29 janvier 1820, étaient fausses, et avaient été combinées avec la Colombette et Lardon, pour essayer de rendre leurs dépositions probables.

Cette nouvelle découverte exigeait un examen plus approfondi ; aussi M. le substitut du procureur du Roi, accompagné de l'expert Brenas, se transportèrent-ils de nouveau au lieu de Guignebaude.

Il y fut vérifié,

Qu'en adoptant les indications données par la Colombette à M. le juge d'instruction, le 29 janvier, il n'existait ni chemin ni sentier qui pût conduire au point prétendu occupé par Galland ;

Qu'en s'arrêtant, au contraire, au fait que les dernières informations avaient révélé, fait d'ailleurs conforme aux renseignemens donnés par M. le juge de paix, et confirmé par la déclaration de la Colombette, on trouvait que Galland avait pu s'arrêter à un point où existe un sentier qui débouche au-devant de la

64

maison Colombette, et aboutit au chemin de Guignebau à Maltaverne.

Mais, dans cette dernière position, qui était la seule possible, Galland, se trouvant à une distance de huit pas de la Colombette, était beaucoup plus éloigné de Lardon, ce qui rendait, pour ce dernier, l'impossibilité d'entendre, déjà démontrée, plus grande encore.

Tout ce qui vient d'être dit prouve jusqu'à l'évidence la fausseté des quatre dépositions examinées dans ce paragraphe. Les localités, vues avec l'attention la plus scrupuleuse, se réunissent en effet aux dépositions des témoins, aux hésitations de la Colombette et de Lardon, aux aveux enfin de ces quatre individus, pour les accuser et les convaincre d'imposture.

Cependant qu'étaient ces quatre malheureux ? Une femme perdue de réputation, ayant tous les défauts, et entachée de tous les vices qu'accompagne l'habitude de la débauche la plus crapuleuse ;

Des hommes inconnus, sans considération, sans fortune, des prolétaires vivant chaque jour des travaux de leur journée,

Tous ignorans, et d'une faiblesse d'esprit extrême, pouvaient-ils se garantir des pièges de la séduction ? ne devaient-ils pas également céder aux impulsions de l'espérance et de la crainte ? prévoyaient-ils sur-tout les suites funestes que leurs dépositions pouvaient avoir pour autrui et pour eux ?..... Les imprudens !..... La Cour les a mis hors d'accusation ; mais l'instruction reste dans toute sa force pour faire rejeter leur témoignage..... Qu'ils se repentent ! qu'ils appaisent celui qui scrute si profondément les consciences des hommes !..... Les accusés leur pardonnent.

§ IV.

DÉPOSITION DE PEYRACHE.

Quant à Peyrache, si cet homme jouissait encore d'une existence sociale; s'il pouvait être présenté à la Justice comme témoin; si sa déposition sur-tout devait avoir la moindre influence sur le sort des accusés, il faudrait examiner les nombreuses preuves de faux témoignage qui s'élevaient contre lui, et prouver qu'il avait été excité au crime par la haine qu'il portait à Galland, et par les récompenses qu'il avait reçues et espérait recevoir encore de la famille Courbon, dont il était l'agent le plus actif. L'étude du caractère de Peyrache pourrait même être de quelque utilité; ses fourberies, ses vices habituels, son esprit toujours inquiet, le besoin qu'il éprouvait à chaque instant de s'éloigner de sa famille, pour porter le désordre et le trouble chez les personnes qui avaient le malheur de le recevoir; son empressement à se mêler des affaires des autres, pour vivre à leurs dépens; enfin, chacun des traits de cet homme singulier fournirait une leçon à suivre et un exemple à éviter.

Mais la justice l'a frappé : Peyrache n'a plus ni famille ni concitoyens; son nom, attaché au crime, ne peut plus être prononcé que pour épouvanter ceux qui seraient tentés de l'imiter. Peut-être son supplice a-t-il commencé au fond de son ame!..... *Respect au malheur, même mérité!*

L'arrêt qui condamne Peyrache est du 26 mai 1821.

La condamnation de cet homme donnait ouverture à la révision du procès criminel dans lequel Galland et Rispal avaient succombé.

Un arrêt de la Cour de cassation, du 9 août 1821,

65013

(66)

annulant celui rendu par la Cour d'assises du Puy, le 9 mars 1819, ordonne que les accusés seront jugés sur même arrêt d'accusation, et les renvoie, à cet effet, devant la Cour d'assises du département de la Loire, séant à Montbrison.

Tel est l'état de ce procès.

DISCUSSION.

L'examen détaillé et raisonné des faits de ce procès a prouvé deux propositions, dont la vérité est aujourd'hui évidente. La première, que, n'existant point de crime, on ne pouvait rechercher des criminels; la seconde, qu'en supposant un corps de délit établi, les accusés ne pouvaient en être présumés et encore moins jugés les auteurs.

Les faits seuls et les conséquences qu'on en doit déduire suffisant pour démontrer l'erreur du jury de la Haute-Loire, et pour dissiper les obscurités dont la prévention avait entouré cette malheureuse affaire, il semblerait que toute discussion ultérieure est inutile, si l'on ne savait que cette erreur est autant *de droit* que de fait, et que MM. les jurés ne se sont trompés, que parce qu'ils n'ont pas assez réfléchi sur les conditions nécessaires à la preuve de l'existence d'un crime, sur-tout lorsqu'il s'agit de meurtre et d'homicide.

Ce point de droit est cependant d'une haute importance; il intéresse éminemment la société entière; et la moindre erreur ou la plus légère méprise, sur une vérité aussi fondamentale, est d'autant plus funeste, qu'elle peut à chaque instant compromettre la liberté, l'honneur et même la vie des citoyens.

Il faudra donc fixer, sur cette question, l'attention de MM. les jurés, et, en recherchant les principes dans l'ancienne législation criminelle, leur prouver que le texte de nos Codes actuels, l'esprit du législateur, l'équité et la raison, sans lesquelles il n'y aurait qu'arbitraire et despotisme, leur imposent l'obligation de s'occuper, avant tout, de l'existence du corps de délit, et que, dans certains cas, cette existence doit être prouvée par des actes auxquels il ne peut être permis de suppléer.

Mais avant d'aborder cette discussion, et pour simplifier toutes les idées qui se présentent dans ce procès, il n'est pas inutile de donner quelques explications sur la *révision* des procès criminels, action que nos Codes ont cru devoir admettre.

La révision des procès criminels, autorisée par l'ordonnance de 1670, fut supprimée par les lois de l'assemblée constituante. Ayant été rétablie par la loi du 15 mars 1793, pour le cas seulement où deux condamnations seraient inconciliables, elle fut de nouveau anéantie par la mise en activité du Code criminel du 13 brumaire an 4, qui, en gardant le silence sur la révision, déclare abolie toute forme de procéder et de juger, qui n'y serait pas textuellement rappelée. Les motifs de cette omission étaient, d'une part, la crainte que la confiance que devait inspirer l'institution du jury ne se trouvât affaiblie, par la seule supposition qu'il pourrait tomber dans l'erreur, et, de l'autre, la crainte que le respect dû aux organes de la loi et aux arrêts de la justice ne reçût quelque atteinte d'une disposition qui, après l'accomplissement de toutes les formalités, et l'épuisement de tous les degrés de juridiction, offrirait encore un moyen d'attaquer et de faire anéantir un arrêt définitif de condamnation.

Ces considérations étaient importantes. Soumises à l'examen du législateur, elles devaient le porter à fixer avec circonspection les règles auxquelles serait assujétie la révision; mais il n'en était pas moins indispensable de rétablir une barrière contre les erreurs possibles des jurés et des juges. En effet, « tant que les hommes, « dit un jurisconsulte étranger, n'auront aucun carac- « tère certain pour distinguer le vrai du faux, une « des premières suretés qu'ils se doivent réciproque- « ment, c'est de ne point admettre, sans une nécessité « démontrée, des peines absolument irréparables.

« N'a-t-on pas vu toutes les apparences du crime
 « s'amonceler sur la tête d'un accusé, dont l'innocence
 « était démontrée, quand il ne restait plus qu'à gémir
 « sur les erreurs d'une précipitation présomptueuse?
 « Faibles et inconséquens que nous sommes! nous
 « jugeons comme des êtres bornés, et nous punissons
 « comme des êtres infailibles (1). »

L'exercice du droit de faire grâce, rétabli par le sénatus-consulte du 14 thermidor an 10, ne devait-il pas même paraître insuffisant, en faveur de celui qui aurait été victime d'apparences trompeuses ou de fausses dénonciations?

La révision fut donc de nouveau consacrée par nos Codes; mais elle fut réduite aux cas où elle paraissait réclamée par l'intérêt même de la justice, et sans que celui de la société pût en recevoir atteinte.

Ainsi, la révision n'est autorisée qu'en matière criminelle, et jamais en matière de police correctionnelle et de simple police.

Cette faculté ne peut être exercée en matière criminelle, que dans trois cas.

Il y a lieu à révision :

1° Si l'accusé a été condamné pour un crime à raison duquel un autre condamné a été déjà condamné, lorsque les deux condamnations ne peuvent se concilier (art. 443);

2° S'il résulte, des pièces communiquées, des indices suffisans de l'existence de la personne prétendue homicide, et dont la mort supposée a déterminé la condamnation;

3° Dans le cas de condamnation portée dans un débat, dans lequel des témoins à charge ont été prévenus de faux témoignage, et depuis condamnés pour raison de ce crime (art. 445).

(1) Jérémie Bentham.—Traité de la législation civile et criminelle.

C'est dans ce troisième cas de révision, que les condamnés Galland et Rispal ont été placés par la condamnation du faux témoin Peyrache.

M. Berlier, après avoir fait observer que l'espèce prévue par l'article 445 était exactement celle qui forma, il y a plusieurs années, le sujet de la réclamation élevée dans les intérêts des nommés Petit-Reynaud, condamnés à Besançon, disait que, si dans ce cas l'erreur de la condamnation ne se montrait pas avec la même évidence que dans les autres espèces citées; s'il était *strictement possible* que le faux témoignage n'eût pas seul dicté la déclaration du jury; qu'enfin si *l'erreur de la condamnation n'en résultait pas évidemment*, du moins il fallait convenir que ce fait est assez grave, pour établir une suffisante présomption que l'accusé a été victime d'une horrible calomnie.

« Dans une telle position, ce serait, disait l'orateur, « être sourd à la voix de l'humanité, que de ne pas « recourir à une *nouvelle instruction*, dégagée des « funestes élémens qui ont corrompu la première (1) ».

C'est donc d'après une *nouvelle instruction*, que MM. les jurés du département de la Loire sont appelés à prononcer sur le sort de Galland et de Rispal, qui actuellement ne sont plus qu'*accusés*; et dans les débats qui vont s'ouvrir, chacune des charges doit être considérée avec la même attention que si elle n'avait pas déjà été soumise à l'examen de la justice. MM. les jurés doivent sur-tout se garantir de l'impression que pourrait faire sur eux l'idée qu'il y a chose jugée. Ce sentiment, s'il existait, serait un préjugé et une erreur d'autant plus condamnables, qu'il est établi, d'une part, que les accusés ont été victimes d'une horrible calomnie, et que, de l'autre, il est aussi certain que

(1) Exposé des motifs de M. le Conseiller d'Etat Berlier, liv. 2, tit. 3,

la décision des jurés de la Haute-Loire a été influencée par des élémens corrupteurs, qui, en dénaturant toutes les circonstances du fait, ont puissamment agi sur la conviction.

Ces idées préliminaires étant expliquées, il faut examiner ce que c'est qu'un corps de délit, et comment il doit être établi pour donner lieu à des poursuites, et sur-tout pour légitimer une condamnation.

« Si l'accusé, dit l'illustre chancelier d'Aguesseau, « soutient qu'il n'y a eu *ni assassinat ni meurtre*; « que le corps mort de celui qu'on l'accuse d'avoir « assassiné ne porte *aucunes marques de blessures*, « aucuns vestiges *de violence*, aucun caractère de « l'assassinat; si saint Athanase, accusé d'avoir coupé « la main d'Arsène, demande à représenter Arsène à « ses accusateurs étonnés; s'il offre de confondre leur « malice, en l'obligeant à leur montrer ses deux « mains, qui pourra soutenir que de pareils faits ne « doivent pas être examinés isolément par rapport à « l'accusé, par rapport à l'accusateur, par rapport à « la justice elle-même, *qui ne doit jamais entrer dans « l'instruction d'un crime, dont l'existence peut être « justement révoquée en doute?* (1) »

Ce passage si éloquent, inspiré par l'humanité et dicté par la raison, n'est autre chose que le plus heureux développement de la Loi *Si delictum probatum fuerit*, et des principes consacrés par l'ordonnance de 1670, sur la preuve en matière criminelle.

En effet,

Sous cette ordonnance, tous les auteurs étaient d'accord que la preuve en matière criminelle devait avoir nécessairement deux objets qu'il ne fallait point diviser, l'un, *de s'assurer de l'existence du crime*; c'est-à-dire, établir le fait particulier, que le crime a

(1) D'AGUESSEAU, 51^e plaidoyer, affaire de Lapiyardière.

été commis, ce que les criminalistes appelaient *constater le corps de délit*; l'autre, de convaincre la personne qui en est accusée, d'en être l'auteur ou le complice.

Le premier soin qui devait occuper le juge était de s'assurer si le crime avait été effectivement commis; et cette preuve, dans la plupart des cas, ne pouvait s'acquérir que par des *procès-verbaux* du juge et par des rapports des *médecins et chirurgiens*.

Relativement à la preuve, on distinguait deux sortes de crimes, les uns, qui, comme l'homicide, laissent des traces après eux, et que les docteurs appellent *delicta facti permanentis*; les autres, qui, comme le blasphème et les injures verbales, ne laissent aucune trace, et pour cela sont appelés *delicta facti transeuntis*.

Pour les premiers, la preuve de l'existence du corps de délit ne pouvait ressortir que des *procès-verbaux des juges* et des *rapports d'experts*, parce que ces crimes laissent des impressions durables, qui les rendent susceptibles de l'inspection des yeux. Pour les autres, il était permis de recourir aux informations et aux interrogatoires, parce que le corps du délit ne tombait point sous les sens.

Dans les crimes qui laissent des traces après eux, on distinguait en outre ceux dont le corps devait être constaté par le *concours des RAPPORTS D'EXPERTS* avec les *procès-verbaux* des juges, tels que l'homicide et le poison, crimes dont l'existence devait être établie suivant les règles de l'art, de ceux dont le corps pouvait être constaté par le seul *procès-verbal* du juge, comme le vol avec effraction, l'incendie, etc., dont tout le monde peut juger à la simple inspection des yeux.

Ces règles étaient absolues, et n'admettaient d'exception que dans un seul cas, celui où les traces du

crime auraient cessé d'exister, par le fait de l'auteur même, qui en aurait dérobé la connaissance, en jetant dans la rivière ou en brûlant le cadavre de la personne qu'il avait assassinée. Il fallait bien alors recourir aux informations et aux interrogatoires; mais constamment l'aveu de l'accusé était repoussé, comme insuffisant pour constater le corps du délit, à moins qu'il ne se trouvât d'ailleurs appuyé par les dépositions des témoins, ou par quelques-uns de ces indices prochains, que l'on connaît en droit sous la dénomination de *témoins muets*.

Ces principes étaient le résultat de l'expérience. Les erreurs trop fréquentes de la justice avaient enfin ramené les criminalistes, même les plus farouches, au respect et à l'observation de cette maxime : *Qu'il vaut mieux risquer de laisser un crime impuni, que de s'exposer à condamner un innocent*; enfin il n'était plus douteux que le délit devait être constant pour que l'accusé pût être condamné à la torture; et que les « *rapports des médecins et chirurgiens* sont si « *nécessaires* dans les procès où il s'agit d'homicide, « que, faute de pareils rapports de visite, soit qu'il « n'en ait point été fait, ou qu'ils ne soient point « rapportés, ou qu'ils soient nuls, *on pourrait inférer* « *que le blessé n'a point été blessé, et que la personne* « *blessée serait morte par un autre accident* qu'à « cause de blessures; en un mot, en ces sortes d'oc- « casions, c'est le procès-verbal qui établit le corps de « délit. Différens arrêts ont enjoint à des juges de « dresser des procès-verbaux en pareils cas (1). »

Ainsi, sous l'ordonnance de 1670, il faut tenir pour certain :

(1) Voir Muyard de Vouglans, *de la Division de la Preuve*, tit. 3; François Serpillon, sur le titre 19, article 1^{er} de l'ordonnance de 1670; Gny du Rousseau de Lacombe, *Traité des matières criminelles*, 3^e part., chap. 3, n^o 11.

1° Que si un cadavre était découvert, le genre de mort devait être constaté par la réunion du procès-verbal du juge et le rapport du médecin ;

2° Que la preuve de l'homicide ou l'existence du corps du délit ne pouvait résulter que du rapport du médecin ou chirurgien ;

3° Qu'un homme ne pouvait être poursuivi ou mis en jugement, comme prévenu d'homicide, que lorsque le fait matériel était établi suivant les formes prescrites.

Qu'aurait-on pensé, sous cette législation, des poursuites exercées et de la condamnation prononcée contre deux malheureux, jugés coupables d'un crime dont l'existence était prouvée impossible dès l'origine même de la procédure ?

Si l'on s'arrête un moment pour recueillir les leçons de l'expérience et consulter la sagesse des siècles, on ne peut s'empêcher d'admirer la prévoyance du législateur, qui a cru devoir confier à la médecine seule le soin de résoudre les problèmes, plus ou moins difficiles, que l'existence ou la mort de l'homme peuvent présenter.

L'étude de la médecine embrasse tant de connaissances diverses ; elle exige un esprit si essentiellement observateur, des aperçus à-la-fois si profonds et si ingénieux, un cœur si ami de l'humanité, que l'on doit convenir, que s'il existe quelques moyens de rendre les hommes plus sages et meilleurs qu'ils ne l'ont encore été, ce doit être dans cette science qu'on doit les chercher. N'est-ce pas, en effet, à la médecine que nous devons nos premières lois ? Les sages de l'ancienne Grèce ne réunissaient-ils point à la science de la législation et de la morale, celle des lois de la physique animale et la connaissance du cœur humain ? Et si l'on parcourt l'immense recueil du Droit romain ; si l'on étudie sur-tout les règnes des Sévère, des Adrien,

des Antonin, des Marc-Aurèle, ne se convaincra-t-on pas que ces empereurs, amis des médecins et des philosophes, avaient également consulté les écrits d'Aristote et d'Hippocrate, pour établir leurs décisions sur l'état des citoyens et la classification des délits?

La jurisprudence apprend que par-tout où le Droit romain était reçu, les savans et les médecins étaient consultés dans les cas extraordinaires; et on ne peut s'empêcher de penser que Charlemagne n'eût cet usage en vue, lorsqu'il dictait ce beau capitulaire, « qu'un
« juge ne condamne jamais sans être sûr de l'équité
« de son jugement; qu'il ne décide pas de la vie des
« hommes par des présomptions, mais par des preuves
« aussi claires que le jour; qu'il sache que ce n'est
« pas celui qui est accusé qui est coupable, mais bien
« celui qui est convaincu; qu'il n'y a rien de si dan-
« gereux et de si injuste que de hasarder un jugement
« sur des conjectures; que toutes les affaires où la
« preuve ne consiste qu'en indices, et ne peuvent tout
« au plus former qu'un doute, doivent être réservées
« au souverain jugement de Dieu (1). »

Or, dans les choses qui appartiennent à l'état anatomique, physiologique et pathologique de l'homme, comment le magistrat serait-il sûr de son jugement, sans recourir aux lumières des personnes de l'art?....

L'exercice de la médecine dans les Cours de justice, date, en France, du siècle de François I^{er}. Bientôt les ordonnances de nos Rois érigèrent en lois ce qui n'avait commencé par n'être qu'une coutume. La médecine, associée aux fonctions de la justice, rendit des services importans, et contribua puissamment à détruire des préjugés ou des erreurs nés de l'état de

(1) Capitul., liv. 7—107.

crédulité où l'on vivait alors (1). Il est vrai que les décisions des médecins n'ont pas toujours été des oracles irrévocables ; que plusieurs d'entr'eux, dépourvus des connaissances indispensables à cette profession, ou du jugement qui, les mettant en œuvre, les dirige vers un but utile, avaient donné lieu à des scènes ridicules ou sanglantes, dans les tems où les tribunaux étaient moins éclairés (2). Mais fallait-il rejeter la science, parce qu'elle était appliquée par des hommes inhabiles ? Ne valait-il pas mieux s'attacher à en régler l'usage ?

C'est ce qui fut fait ; et on trouve, dans les recueils, sous la date de 1606, des lettres-patentes, données par Henri iv à son premier médecin, lui conférant le droit de nommer deux chirurgiens dans chaque ville, pour faire les rapports. Vint ensuite l'ordonnance de 1667, qui, dans l'article 3 du titre 5, veut que les rapports soient faits par deux chirurgiens, nommés par le premier médecin du Roi. Enfin intervinrent deux arrêts du Conseil d'Etat, en 1692 et 1693, qui réunirent ces offices aux communautés de médecins et chirurgiens.

On arrive au dix-huitième siècle, à cette époque où l'étude des choses sérieuses et des sciences exactes succéda à l'enthousiasme des lettres, de la poésie et des beaux-arts. On connut alors le doute philosophique. Une heureuse rivalité, inspirée par le désir d'être utile aux hommes, s'établit entre l'académie de chirurgie et la société de médecine. Bientôt la nature n'eut plus de secrets ; les faits, sagement interrogés, dévoilèrent ses mystères ; et, à l'aide d'observations souvent répétées et faites avec la plus grande exactitude, on parvint

(1) Voir Pigray, chirurgien d'Henri III, et contemporain d'Antoine Parré.

(2) Voir Mahon, médecine légale, tome 1^{er}, page 24.

enfin à expliquer, avec une précision et une certitude presque mathématiques, les phénomènes de la vie et de la mort.

Il faut placer à cette époque les travaux du célèbre Louis. Cet ami si éclairé de l'humanité fut le premier qui enseigna publiquement l'art de résoudre certaines questions médico-légales ; et bientôt des mémoires consultatifs imprimés, discutant la forme et le fond des rapports, furent accueillis par les magistrats. La publicité ayant ensuite fait sentir combien il était nécessaire d'apporter du soin à la rédaction de ces mémoires, l'on vit l'éloquence, réunie au savoir, arracher à la mort et à l'infamie des accusés qui paraissaient devoir succomber. C'est alors que l'on a pu dire, avec Balde, que, dans ces matières, les assertions des médecins *ne sont pas un témoignage, mais bien plutôt un jugement.*

En effet, personne n'ignore les exemples fournis par les affaires trop célèbres de Montbailly et de Sirven, et sur-tout par celle de Chassagneux, de Montbrison ; qui a tant de points de ressemblance avec celle de Rispal et Galland, aujourd'hui soumise à l'examen du jury de la Loire. Mais, si l'on étend ses recherches sur des espèces moins connues ; si l'on consulte les arrêts de l'ancienne jurisprudence ; plus on les étudiera, et plus on sera frappé de cette vérité importante, *que jamais aucun accusé n'a été convaincu d'un crime, lorsque le corps de délit n'était point constaté ;* que les erreurs judiciaires naissent toujours *de ce que les premiers rapports ayant constaté le corps de délit, les dépositions, entendues dans l'instruction, en désignaient le coupable.* Mais constamment, *s'il s'élevait des difficultés sur l'existence du crime, ou si un médecin plus éclairé que le premier montrait que le délit n'existait pas ou même était douteux,* la justice, dédaignant et rejetant les preuves qui semblaient con-

vaincre un coupable, repoussait l'accusation d'un seul mot..... LE CRIME N'EXISTE PAS!..... LE CORPS DE DÉLIT EST INCERTAIN!

Des principes aussi conservateurs de la vie des hommes, de l'honneur et du repos des familles, auraient-ils éprouvé quelque changement, ou subi quelque altération par l'émission de nos nouveaux Codes? Ils étaient la règle du magistrat, sous une législation toute défavorable aux accusés; ils les protégeaient, lorsque, privés de communications, livrés à eux-mêmes, et plongés dans l'obscurité d'un cachot, ils ignoraient souvent jusqu'à la nature de leur crime; ils leur servaient encore de bouclier, lorsque, sans défenseurs, ils restaient exposés seuls à la malice de leurs ennemis. Ces principes seraient-ils anéantis ou méconnus, aujourd'hui que notre législation criminelle a fait un si grand pas vers le bien, en accordant un défenseur aux accusés, en confiant l'application des lois à des juges civils, et en couronnant ce bel œuvre par la sublime institution du jury? Est-ce dans le tems que l'accusé doit être jugé par ses pairs, par des hommes non versés dans les subtilités de la procédure, et dont la règle unique doit être le bon sens et l'équité, que quelques novateurs imprudens voudraient soutenir que le jugement des affaires criminelles ne devant avoir d'autre règle que la conviction morale du jury, il lui appartient de rester convaincu du corps de délit, contre le contenu aux procès-verbaux et aux rapports des médecins; de prendre pour règle de son jugement l'ignorance, aussi vaine que présomptueuse, de quelques témoins; de dédaigner les témoignages des faits recueillis, interrogés et jugés par les hommes de l'art; qu'enfin les jurés, cédant à une croyance légère, que l'irréflexion peut confondre avec la conviction intime, ont reçu de la loi le pouvoir de créer à-la-fois le crime et le criminel?

Ah! s'il en était ainsi, que le législateur retire ses funestes présens : il nous a trompés! Il s'est égaré lui-même en croyant établir une innovation favorable aux accusés : qu'il nous rende les secrets, les tortures, toutes les horreurs enfin de l'ancienne procédure criminelle. Elles faisaient gémir l'humanité; mais le calcul mathématique des preuves, auquel l'ordonnance soumettait le jugement des affaires criminelles, serait plus favorable à l'innocent accusé, que la nouvelle forme qui lui a été substituée.

La raison repousse un système anti-social, et d'autant plus dangereux, que son effet le plus immédiat serait de substituer l'arbitraire à la justice; et quel despote que celui qui ne connaîtrait d'autre règle que ses caprices ou son ignorance!

Aussi n'est-ce point ce que la loi a voulu; et l'ensemble de notre législation prouve clairement que, plus que jamais, la jurisprudence doit être spécialement éclairée par la médecine.

En effet, les rapports de la médecine avec le Droit commencent à se manifester dans le Code civil; et la plupart des articles renfermés dans les livres 1^{er} et 3^e ne sont que la réunion des décisions médico-légales consacrées par le tems. Mais, pour ne pas trop s'éloigner de son sujet, on se borne à faire remarquer que si la médecine a été consultée pour établir les règles conservatrices des biens, des qualités et des titres des citoyens, dans la jurisprudence criminelle, l'union de la médecine aux lois est d'autant plus nécessaire pour l'exercice plein et entier de la justice, que cette union est le seul garant de l'honneur et de la vie compromis injustement.

La première idée qui s'est présentée à la pensée du législateur, lorsqu'il s'est occupé de la réforme des lois pénales, a été d'aviser aux moyens de donner plus de développement aux connaissances en médecine légale,

et de rendre cette science populaire. Pour cela, il créa, par la loi du 14 frimaire an 3, des chaires de médecine légale dans toutes les facultés de médecine; création qui fit de cette science, dont l'enseignement était originairement restreint à l'école de Paris, un objet général d'étude pour tous les français qui se destinaient à la profession de médecin.

Le Code des délits et des peines parut bientôt après : on sait qu'il est du 3 brumaire an 4; et ses dispositions s'accordent parfaitement avec les idées que le législateur s'était faites de la nécessité de l'étude de la médecine légale, étude d'ailleurs dont il voulait utiliser les fruits.

L'article 102 impose au juge de paix, aussitôt qu'il est informé d'un délit dont l'existence peut être constatée par procès-verbal, de se transporter sur les lieux pour y *décrire* en détail le *corps du délit*, avec toutes ses *circonstances* et tout ce qui peut servir à conviction ou à *décharge*.

L'article 103 veut qu'au besoin le juge de paix se fasse *accompagner* d'une ou de deux personnes *présumentes*, par leur art ou profession, capables d'*apprécier* la *nature* et les *circonstances du délit*.

Enfin, l'article 104 est ainsi conçu : « S'il s'agit » d'un *meurtre* ou d'une *mort* dont la cause est in-
« connue ou suspecte, le juge de paix doit se faire
« assister d'un ou de deux *officiers de santé*. »

Ainsi, dans ce code, point de délit sans procès-verbal qui le constate; et, dans les cas ordinaires, le juge de paix doit décrire le corps du délit avec toutes les circonstances à conviction ou à décharge; les hommes de l'art *peuvent* apprécier la nature et les circonstances du fait; mais s'il s'agit de meurtre ou de mort, l'obligation imposée au juge de paix devient formelle : il doit se faire assister de deux officiers de santé, qui

sont appelés seuls à prononcer sur la cause de la mort, si elle est inconnue ou suspecte.

Ces procès-verbaux et rapports étaient indispensables, non seulement pour la poursuite et l'instruction de l'affaire, mais encore pour le jugement. « Les jurés, « dit la loi, doivent d'abord examiner l'acte d'accu- « sation, les procès-verbaux, et toutes les autres pièces « du procès, à l'exception des déclarations écrites des « témoins ». Après cette instruction, qui est en pleine harmonie avec la procédure exigée, l'article 374 ordonne que la première question *tende essentiellement* à savoir si *le fait qui forme le fond* de l'accusation est CONSTANT ou non; et la seconde, à savoir si l'accusé est convaincu de l'avoir commis, ou d'y avoir coopéré.

L'instruction et le jugement avaient donc en vue un premier objet préalable à tout autre, celui de s'assurer de l'existence du corps de délit. La première opération du jury était de former sa conviction sur ce point; il ne pouvait rechercher le coupable que lorsqu'il s'était rendu certain de l'existence du fait formant le fond de l'accusation; et sa conviction devait avoir pour unique fondement les procès-verbaux rédigés par les hommes de l'art. Le Code des délits et des peines, du 3 brumaire an 4, était donc en tout conforme aux principes consacrés par l'ordonnance de 1670. Comme cette ordonnance, *il ne reconnaissait d'homicide et de meurtre* que lorsque ces crimes étaient *établis* par les *rapports des médecins*.

Lorsque l'intérêt public, le développement de l'industrie, qui ne peut avoir lieu que lorsque les citoyens jouissent d'un état de liberté, toujours incompatible avec les prohibitions, quelles qu'elles soient, eurent rendu la suppression des corporations nécessaire, on vit des hommes sans mission, comme sans études préalables, exercer, moyennant patente, l'art de guérir, et apporter, dans l'exercice de la médecine légale, les

malheureux fruits de leur inexpérience, de leur ignorance et de leur légèreté; mais les maux qui résultaient de cet abus ayant fixé l'attention du législateur, furent aussitôt réparés par la loi du 19 ventôse an 11, qui exigea, à peine de nullité, que les gens de l'art, commis aux rapports, eussent été reçus docteurs dans l'une des facultés de médecine.

La médecine légale avait été rendue à sa dignité; on avait déjà pu apprécier ses heureux effets, lorsqu'en 1808, le Code d'instruction criminelle fut promulgué.

Il faut en examiner les dispositions.

L'ensemble de cette loi fait sentir la nécessité de dresser des procès-verbaux, à l'effet de constater le corps de délit.

L'article 32 exige des procès-verbaux dans tous les cas.

L'article 43 veut que le procureur du Roi se fasse accompagner, *au besoin*, d'une ou de deux personnes *présumées, par leur art ou profession*, capables d'apprécier la nature ou les circonstances du délit.

Cet article est conçu en termes facultatifs; mais les expressions de la loi deviennent obligatoires, lorsqu'il s'agit de constater une mort violente, ou une mort dont la cause serait inconnue ou suspecte.

Dans ce cas, dit l'article 44, « le procureur du Roi
« SE FERA ASSISTER d'un ou de deux *officiers de santé*,
« qui FERONT *leur rapport sur les causes de la mort*
« et sur l'état du cadavre. »

On retrouve ici les principes consacrés par l'ordonnance de 1670, et adoptés par le Code du 3 brumaire an 4. Pour constater le délit, d'une part, *obligation* imposée à l'officier de police judiciaire, de se faire assister de médecins; de l'autre, *charge à ces médecins de constater l'état du cadavre et les causes de la mort*. Le rapport de *ces derniers* est la seule pièce

qui puisse inspirer de la confiance à la justice, et former sa conviction sur l'existence du crime.

Pour faciliter l'intelligence de la loi, et s'assurer de la rectitude des idées qu'elle présente, veut-on avoir recours aux auteurs les plus graves? que l'on consulte les traités, également estimés, de MM. Carnot, Legraverend et Desquiron.

Le premier, conseiller en la Cour de cassation, s'expliquant sur l'article 142 du Code d'instruction criminelle, dit :

« Cet article n'est pas simplement *facultatif*, comme
 « le précédent; il fait *un devoir* au procureur du Roi
 « de se faire assister d'un ou de deux officiers de santé,
 « dans tous les cas de mort violente, ou de mort dont
 « la cause est inconnue et suspecte.

« Cela devait être ainsi ordonné; il faut *nécessaire-*
 « *ment* un homme de l'art pour bien *apprécier les*
 « *circonstances d'un pareil événement*; elles ne peu-
 « vent l'être souvent que *par l'ouverture du cadavre*,
 « ou *par les procédés* qu'un officier de santé, bien
 « *versé dans l'anatomie*, peut seul employer.

« C'est pour cette raison, que l'article 44 charge les
 « officiers de santé d'être eux-mêmes les rédacteurs
 « de leur procès-verbal, *qui doit devenir, dans la*
 « *discussion, la pièce la plus importante*; d'où il
 « suit que ces officiers *doivent apporter la plus grande*
 « *attention à ce qu'il soit rédigé avec cette préci-*
 « *sion* et cette clarté que ne pourrait lui donner le
 « procureur du Roi. »

On peut aussi extraire les passages suivans, de l'excellent Traité de M. Legraverend, directeur des affaires criminelles et des grâces, au ministère de la justice (1).

(1) Legraverend, Traité de la législation criminelle en France, t. 1^{er}, p. 182.

« Il arrive fréquemment que des crimes ou des
 « délits sont de telle *nature*, que pour être vérifiés,
 « constatés et appréciés dans leur caractère distinctif
 « et dans leurs circonstances, on doit employer le
 « *ministère de gens de l'art*. Tous les officiers de
 « police-judiciaire, tous ceux que la loi a chargé de
 « dresser des procès-verbaux de ces crimes ou délits,
 « doivent avoir le plus grand soin de s'entourer alors
 « des lumières nécessaires pour découvrir la vérité, et
 « d'appeler de suite auprès d'eux les hommes qui,
 « par leur profession, sont présumés avoir les con-
 « naissances qu'exigent respectivement chaque espèce
 « d'affaires.

« Ainsi, par exemple, s'agit-il d'un homicide
 « consommé ou non, il faut faire vérifier, par des
 « officiers de santé, l'état du cadavre..... Les officiers
 « de santé doivent faire leur rapport, suivant qu'il
 « y a lieu, sur les causes de la mort et sur l'état du
 « cadavre..... LA DÉCLARATION des gens de l'art a et
 « doit avoir une influence décisive sur l'instruction
 « et sur le résultat de la procédure. »

Enfin M. Desquiron, jurisconsulte estimé, et
 membre de plusieurs sociétés savantes de l'Europe (1),
 combat l'opinion des personnes qui ne regardent que
 comme incertaine ou nulle, la preuve qui résulte des
 rapports des médecins ou chirurgiens. Il pense au
 contraire qu'un chirurgien habile peut éclairer la
 religion des magistrats, et préparer ainsi l'arrêt qui
 doit prononcer sur le sort des accusés.

Passant ensuite aux preuves de son opinion, il
 s'appuie de différens rapports du docteur Louis; et,
 empruntant les expressions de ce savant chirurgien;
 il dit « que les connaissances acquises par l'étude et

(1) Desquiron, Traité de la preuve par témoins en matière criminelle,
 p. 127.

« l'exercice de l'art ont une utile application dans
 « l'ordre moral. L'état, la fortune et l'honneur des
 « citoyens ne sont que trop souvent compromis; per-
 « sonne n'est à l'abri d'une imputation calomnieuse,
 « que des circonstances singulières pourraient accré-
 « diter; on est exposé à l'infamie et même au supplice,
 « sans l'avoir mérité, par l'inattention ou par l'erreur
 « de ceux qui ont le droit de prononcer sur le sort de
 « leurs semblables. »

L'auteur reconnaît bien que, sur-tout dans les
 petites villes et dans les campagnes, les rapports des
 chirurgiens sont écrits quelquefois d'une manière si
 obscure, que, dans les débats, ils ne peuvent servir
 à fixer l'opinion; mais il conseille aux officiers de
 police judiciaire d'user de la faculté qui leur est
 accordée, pour ne faire tomber leur choix que sur des
 hommes dont la sagesse et l'expérience puissent donner
 une garantie à la société, sur-tout quand il s'agit de
 constater une mort violente, ou une mort dont la
 cause est inconnue ou suspecte; « car, s'écrie-t-il,
 « l'histoire des tribunaux contient un grand nombre
 « de pages tracées avec du sang, versé par suite des
 « erreurs des experts et médecins. »

Les autorités les plus imposantes se réunissent donc
 aux lumières de la raison, à l'esprit et à la lettre de la
 loi, pour apprendre que le corps du délit doit être
 constaté par des rapports de médecins et chirurgiens;
 que ces rapports sont si indispensables, sur-tout en
 matière de meurtre ou d'homicide, qu'il ne peut y
 être suppléé par aucun autre genre de preuve; que si
 les médecins peuvent être sujets à l'erreur, en établis-
 sant la culpabilité ou l'innocence, les premiers rapports
 peuvent être rectifiés par un second examen, confié à
 des hommes de l'art plus instruits ou plus dignes de
 la confiance de la justice; mais que, sous quelque
 point de vue que l'on examine la question, les travaux

et les opérations des médecins ne peuvent être soumis à la critique de témoins ignorans ou pervers, aveuglés par la passion, ou excités, par la haine, à désirer et préparer, par leurs dépositions, la condamnation d'un accusé.

Mais quelle doit être l'influence de ces procès-verbaux, lorsque le jour du jugement est arrivé; lorsque l'accusé est présenté aux assises, et que le jury a à examiner le fait qui lui est soumis, et sur lequel doit porter sa déclaration? Poser cette question, n'est-ce pas, en d'autres termes, demander si un homme peut être convaincu d'un crime qui n'existe pas? Et devrait-on se livrer à l'examen d'un aussi singulier paradoxe, si les nouveaux raisonnemens, qui servent à le combattre, ne devaient en même tems présenter, sous un nouveau jour, une vérité tant de fois démontrée?

L'article 337 du Code d'instruction criminelle dispose : « La question résultant de l'acte d'accusation
« sera posée en ces termes : L'accusé est-il coupable
« d'avoir commis tel meurtre, tel vol ou tel autre
« crime, avec toutes les circonstances comprises dans
« le résumé de l'acte d'accusation. »

La simplicité de cette question a pour objet de faire cesser la complication de celles que le Code de brumaire an 4 exigeait que l'on posât au jury; mais si le Code d'instruction criminelle a simplifié les formules, il n'a point dérogé aux principes qu'il importait de maintenir. Le jury continue d'être interrogé sur tous les points de fait; mais il n'est interrogé que sur le fait, et on ne pose plus de questions abstraites, qui ne tendaient qu'à l'induire en erreur, et à le faire tomber en contradiction avec lui-même.

Mais dans chaque fait, le jury doit établir une division naturelle : c'est de connaître si le fait est constant; et s'il ne trouve pas la constatation du crime

suffisamment établie, il doit répondre que l'accusé n'est pas coupable : ce n'est que lorsque le crime est suffisamment constaté, qu'il a à examiner la culpabilité de l'accusé.

Cette distinction ressort clairement des dispositions de l'article 445 du Code d'instruction criminelle. Cet article porte :

« Le chef du jury les interrogera, d'après les questions posées, et chacun d'eux répondra ainsi qu'il suit :

« 1° Si le juré pense que le fait n'est pas constant, ou que l'accusé n'en est pas convaincu, il dira : Non, l'accusé n'est pas coupable ;

« 2° S'il pense que le fait est constant, et que l'accusé en est convaincu, il dira : Oui, l'accusé est coupable, etc..... »

Ainsi l'examen de la constatation du fait doit être toujours séparé de l'examen de la culpabilité de l'accusé. L'accusé doit être acquitté, SI LE FAIT N'EST PAS CONSTANT, OU s'il n'est pas convaincu d'en être l'auteur. L'accusé ne peut être condamné, QUE LORSQUE LE FAIT EST CONSTANT, et qu'il en est déclaré convaincu.

Mais quelles sont les preuves propres à convaincre le juré de la réalité et de l'existence d'un corps de délit ? On a déjà répondu à cette question : dans les crimes ordinaires, les *rappports* et les *procès-verbaux* ; lorsqu'il s'agit d'homicide ou de meurtre, les *RAPPORTS SEULS DES MÉDECINS*.

M. Carnot (1) établit une distinction entre la preuve qui est nécessaire pour constater le corps de délit, et celle qui peut servir à établir la culpabilité de l'accusé. Il s'explique ainsi :

« C'est d'abord sur la *réalité* du crime, que doit porter l'examen du jury ; car il ne peut y avoir de

(1) De l'instruction criminelle, tome 2, page 200.

« coupables, si le crime n'a pas été commis; et lors-
 « qu'il n'existe pas un corps de délit, comment avoir
 « l'assurance que le crime a été réellement commis?

« Presque toutes les erreurs de la justice ont été
 « fondées sur la *supposition* de l'*existence* d'un crime,
 « d'après des *apparences* trompeuses; ce qui prouve
 « mieux que tous les raisonnemens, la nécessité de
 « ne s'occuper des preuves à la charge de l'accusé,
 « que lorsque le crime a été commis, de manière à ne
 « laisser aucun doute sur sa réalité.

« Nous pourrions rapporter des exemples nombreux
 « de pareilles erreurs; mais ils se trouvent dans tous
 « les livres, et nous ne serions qu'user de redites
 « inutiles. Nous nous bornerons à observer qu'il ne
 « peut y avoir entière conviction de la culpabilité de
 « l'accusé, *malgré tous les indices, toutes les preuves* qui
 « peuvent résulter, à sa charge, de l'information et des
 « débats, *tant que le corps du délit n'est pas constaté,*
 « *de manière à ne laisser aucune incertitude dans*
 « *l'esprit sur son existence.*

« De simples traces de délit peuvent bien suffire
 « pour faire mettre le prévenu en accusation; mais
 « pour le *faire condamner*, il ne suffit pas d'une
 « simple *probabilité* que le crime a été commis, il
 « FAUT EN AVOIR LA CERTITUDE., »

L'auteur examine ensuite quelles sont les preuves
 qui doivent démontrer la culpabilité d'un accusé.

Elles peuvent être *positives*, ou ne reposer que sur
 des *présomptions*.

La *preuve positive* doit avoir une grande influence;
 cependant il faut que les actes et les témoignages,
 desquels elle résulte, méritent une pleine confiance.

Quant aux indices, quelques graves qu'ils soient,
 on doit s'en défier; et pour qu'ils soient de nature à
 établir une certitude, *il faut qu'ils excluent la pos-*
sibilité de l'innocence; s'ils n'établissent qu'une preuve

imparfaite; s'ils n'excluent pas cette possibilité, ils sont insuffisans; car il faut une preuve parfaite pour que la condamnation de l'accusé doive être prononcée. Ce serait, en effet, une grande erreur, de croire que c'est *une simple possibilité de culpabilité* que le jury doit chercher; ce n'est pas sur la *possibilité* que l'accusé soit coupable, qu'il peut être condamné, mais sur l'IMPOSSIBILITÉ QU'IL NE LE SOIT PAS.

Ces principes étant certains, la raison de décider se présente d'elle-même : Jean Courbon est mort le 7 septembre 1817; le 8, il a été dressé procès-verbal de l'état de son cadavre, et un rapport de médecin a fait connaître les détails de son autopsie cadavérique.

Si ce procès-verbal et ce rapport eussent laissé des doutes ou des incertitudes sur le genre de mort de Courbon, la justice, en recueillant les renseignemens propres à les lever ou à les faire cesser, devait commencer une instruction à l'effet de connaître quels pouvaient être les auteurs de cette mort incertaine; mais si, dans la suite, un autre rapport de médecin ne venait démontrer la réalité du corps de délit, ces poursuites devaient cesser; ou au moins, si des accusés étaient présentés aux assises, ils devaient être acquittés, par cela seul que le *corps de délit n'était pas constant*.

Mais dans ce malheureux procès, non seulement il n'y a point de *corps de délit constant*, mais il est *constant* qu'il n'existe pas de crime. C'est par le procès-verbal du juge de paix et le rapport du médecin, que ce point de fait se trouve établi d'une manière absolue. Cette vérité si importante était connue dès le 8 septembre au matin : quel est donc le fait qui a pu donner lieu à une instruction?..... quels criminels espérait-on de découvrir, lorsqu'on était certain qu'il n'existait point de crime? Pourquoi Rispal, Galland

et Tavernier ont-ils été poursuivis? comment sur-tout ont-ils été condamnés?

Si, pendant les débats qui ont eu lieu devant les assises de la Haute-Loire, les dépositions de quelques témoins ont pu élever quelques doutes sur les causes de la mort de Courbon, ces doutes pouvaient-ils se changer en *réalité* contre le contenu au procès-verbal et au rapport? Mais aujourd'hui ils n'existent plus, ces doutes; un rapport de médecins, fait par ordre de la justice, des mémoires consultatifs, demandés par les accusés, contiennent un nouvel examen des faits contenus dans le rapport du médecin Thomas, et dans les dépositions des témoins, destinés à combattre ce rapport. Ces faits, consultés et appréciés de nouveau, n'ont fait que confirmer cette vérité : COURBON N'EST POINT MORT ASSASSINÉ; IL A SUCCOMBÉ A UNE ATTAQUE D'APOPLEXIE : LA SOCIÉTÉ N'AVAIT NI CRIME A VENGER NI COUPABLE A PUNIR.

Un cri trop long-tems contenu s'échappe enfin de tous les cœurs honnêtes : *ils sont innocens!* Ils sont innocens! et les malheureux, condamnés, flétris, confondus dans un baigne avec les plus vils criminels, ne sont sortis de ce sépulcre vivant, que pour reprendre leurs fers, et être présentés de nouveau à la justice.

Hâtez-vous! réparez, réparez promptement des maux aussi grands et si peu mérités! Des jurés peuvent se tromper; mais ils doivent à la société, à la sainteté d'une institution avouée par les idées les plus pures, digne d'ailleurs du respect et de l'amour de tous les Français, de reconnaître franchement leur erreur.

Et vous tous, qui êtes appelés à décider de la vie des hommes, apprenez à maîtriser vos émotions et vos passions; sachez que vous serez toujours placés entre le plaisir d'avoir été justes et le remords de n'avoir pas assez consulté les lumières de votre conscience; instruisez-vous sur-tout : les hommes éclairés sont les

meilleurs; eux seuls rendront toujours des décisions équitables.

Cette cause doit être un grand exemple pour tous les jurés français; et si la condamnation à la peine capitale, qui fut prononcée contre le malheureux boulanger de Venise, de cet innocent qui se trouvait entouré des présomptions les plus accablantes, fit une impression si profonde sur l'esprit du sénat, qu'il enjoignit au greffier de dire aux magistrats, toutes les fois qu'ils seraient assemblés pour juger un accusé à mort, ces paroles foudroyantes :

« *Recordate vi del polvero fornaro,* »

un avocat fidèle à ses devoirs, qui pensera que, dans le court espace de l'existence, il ne peut se présenter une plus grande chance de bonheur, que de sauver l'honneur ou la vie à un homme innocent, n'aura-t-il pas le droit, en s'élevant à la dignité de sa profession, de s'écrier désormais :

« Jurés, avant de vous décider, souvenez-vous de
« la condamnation des malheureux Rispal et Gal-
« land!!! »

Jⁿ.-CH. BAYLE aîné, *ancien Avocat, à Riom,*

Conseil et Défenseur des accusés.

ils ont été acquittés.